PREMIERE ANNEE. — N° 46. SAMEDI 10 FEVRIER 1917

Ce qu'il faut dire...

10 Centimes

PARAISSANT { A Paris, le Vendredi. En province, le Samedi.

ABONNEMENTS

PARIS ET DÉPARTEMENTS :
Un an........... 6 Fr. Six mois........ 3 Fr.
Trois mois................ 1 Fr. 50
ETRANGER : Un an................. 8 Fr.

RÉDACTEUR PRINCIPAL : SÉBASTIEN FAURE

RÉDACTION & ADMINISTRATION :
PARIS — 69, Boulevard de Belleville, 69 — PARIS

ADRESSER TOUT CE QUI CONCERNE LE JOURNAL A L'ADMINISTRATEUR

SOMMAIRE :

Les yeux tournés vers l'Amérique .... SÉBASTIEN FAURE.
L'article 337 .... CANDIDE.
Réponse des intellectuels .... LEON WERTH, LOUISE ABBEMA, PELADAN, LUCIEN LE FOYER, P.-H. LOYSON.
Réponse des humbles .... RAYMONS, VALLET, DEGOT, MACE.
Coups de trique .... LE POILU DE L'ARRIÈRE.
Chez Bessonneau .... EMILE HAMELIN.
Communiqués non officiels .... GENERAL R. V.
Contre tous les alcools .... SÉVERINE, S. F.
Dans le parti socialiste .... FRANÇOIS MAYOUX.
Bilan du « Libertaire » .... CONTENT.
Dans les syndicats, divers ....

LES YEUX VERS L'AMÉRIQUE

Récapitulons, voulez-vous ?

Les événements se précipitent avec une telle rapidité qu'il n'est pas inutile de le faire.

Dans les premiers jours de décembre 1916, l'Allemagne propose, par l'intremise des puissances neutres, d'ouvrir des négociations en vue de la cessation des hostilités.

Le 18 décembre, M. Wilson, président de la République des Etats-Unis, adresse à toutes les nations actuellement en guerre une note les priant de lui faire connaître, d'une façon plus précise que ne l'avait fait encore chaque groupe des belligérants, les conditions auxquelles ces nations estiment possible de conclure la paix.

On sait quelle fut la réponse des Alliés tant aux propositions des Empires centraux qu'à la suggestion de M. Wilson.

Le 22 janvier, le président de la grande République américaine adresse au Sénat un message dont les grandes lignes sont encore présentes à la mémoire de tous.

L'émotion provoquée par ce document sensationnel était loin d'être calmée, lorsque, brusquement — encore qu'il fût raisonnable de le prévoir — l'Allemagne signifie aux neutres, le 31 janvier 1917 que, décidée à bloquer la France, l'Angleterre et l'Italie, elle y emploiera tous les moyens en son pouvoir et torpillera, coulera, engloutira, sans avis préalable ni ménagement, les navires, quels qu'ils soient, qui s'aventureront dans la zone prohibée.

Le 4 février, M. Wilson répond à cette signification par la rupture des relations diplomatiques entre les Etats-Unis et l'Allemagne.

Tels sont les faits connus, telle est la situation officielle à l'heure où j'écris ces lignes. On ne saurait en contester l'extrême gravité, quelle qu'en soit la suite.

La suite ? Non pas toute la suite, mais la suite immédiate, il n'est pas indispensable, pour la pronostiquer, d'être un subtil diplomate ou un penseur profond.

◎◎◎

Que va faire, que peut faire l'Allemagne ?

Peut-elle faire machine en arrière ?

Elle ne le peut pas.

Prétendra-t-on que ce ne serait pas la première fois ? Cette assertion serait inexacte. Tout autre qu'antérieurement est la situation extérieure et intérieure de l'Allemagne ; tout autre aussi est son langage.

Il faut tenir pour certain que les Empires du Centre ont pressenti l'attitude que prendraient les Etats-Unis ; imaginer qu'ils en sont surpris, serait s'abuser. Quand ils ont porté à la connaissance des neutres leur détermination irrévocable de bloquer l'Angleterre, l'Italie et la France et de mener, sans le moindre égard pour les pavillons neutres, une guerre sous-marine implacable contre leurs ennemis, ils ont certainement envisagé toutes les conséquences d'une telle déclaration. Il est impossible d'admettre qu'ils n'en ont pas calculé toute la portée.

Le ton que le bloc germanique a employé lui interdit tout retour en arrière. L'Allemagne s'est engagée à fond et, pour son peuple, pour ses alliés, pour ses ennemis, pour les neutres, pour le monde entier, elle ne peut reculer.

Dans les conjonctures actuelles, tout recul, même léger, serait pour elle la pire et la plus humiliante des défaites.

Dût-elle reconnaître qu'elle a été imprudente ou malavisée — et elle ne le reconnaîtra pas — l'Allemagne maintiendra sa farouche résolution et, de toute sa volonté, de toutes ses forces, elle tentera de l'exécuter.

◎◎◎

Que vont faire, que peuvent faire les Etats-Unis ?

Ici, la réponse s'impose avec la même limpidité et une égale certitude.

Relisez le discours prononcé, le 4 février, par le président Wilson.

Retenez-en ce passage :

En conséquence, j'ai chargé le secrétaire d'Etat d'annoncer à son Excellence l'Ambassadeur d'Allemagne que toutes les relations diplomatiques entre les Etats-Unis et l'Empire allemand étaient rompues, que l'ambassadeur des Etats-Unis à Berlin se retirera immédiatement et, en conformité avec cette décision, j'ai chargé le secrétaire d'Etat de remettre à Son Excellence ses passeports.

Pénétrez-vous bien de celui-ci :

Si cette confiance invétérée de ma part en la modération et la clairvoyance de leurs intentions (celles des autorités allemandes) venait malheureusement à se manifester sans fondement, si des vaisseaux américains, des existences américaines, devaient réellement être sacrifiées par leurs commandements navals en contravention inconsidérée avec des accords justes et raisonnables du droit de gens et des commandements évidents de l'humanité, je prendrais la liberté de revenir devant le Congrès demander qu'on me donne l'autorisation d'employer tous les moyens qui peuvent être nécessaires pour protéger nos marins, nos concitoyens, au cours de leurs voyages légitimes et pacifiques en haute mer.

Je ne puis rien faire de moins.

Ce langage est catégorique. Dans la bouche du président Wilson, il acquiert une précision sans égale et une incomparable fermeté.

L'activité prodigieuse qui, depuis quelques jours, règne dans les chantiers maritimes, dans les arsenaux et dans tous les centres industriels de l'Union prouve que la portée de ces déclarations a été comprise et que cette expression « au bord de la guerre » est pour les Etats-Unis une redoutable réalité.

◎◎◎

Ma conviction est donc que l'Allemagne et les Etats-Unis sont d'ores et et déjà virtuellement en guerre et je n'aperçois rien qui soit de nature à empêcher cette virtualité de devenir incessamment un fait.

Il se peut que d'ici sept jours nous nous trouvions en face de ce fait.

Je dirai, alors, ce que j'en pense.

Ayons les yeux vers l'Amérique. Attendons.

Sébastien FAURE

Propos Candides

L'ARTICLE 337

Il fait peut-être bien froid pour parler d'amour. Il est vrai qu'il n'y a pas de saison pour les braves. Et puisqu'il m'est formellement interdit de gloser sur la guerre, les réformés, les gens en place, la crise du charbon, les munitionnettes et le déménagement à la cloche de bois ; puisque la censure m'assassine quand je pousse le cri homérique de : « A bas les moches! » et qu'il ne serait ni décent ni honorable que je louasse ces espèces, force m'est de toucher à des sujets d'apparence moins subversive.

Je vais donc parler d'amour. Il n'y a pas que moi, d'ailleurs. Les journaux de cette semaine narrent que, nonobstant la température réfrigérante, le cœur de Mme Truchon et celui de Mme Bonmartin avaient conservé une chaleur excessive. Cela ne leur a pas réussi. Cet accaparement de calorique sentimental a valu à la première trois mois de prison, et à la deuxième trois coups de couteau dans le ventre. Et ce aux applaudissements unanimes de l'assistance.

Mais que je vous conte...

Mme Bonmartin, quoiqu'ayant dépassé l'âge où l'on jette son bonnet par-dessus les moulins, puisqu'elle possède un mari et un fils mobilisés, a conservé des sens qu'un froid de 15 degrés au-dessous de zéro est incapable de refroidir. C'est son droit. Son mari n'étant venu en permission que trois fois en deux ans, elle a pensé que la vertu obligatoire était malsaine pour sa santé et a cherché un dérivatif au feu qui la consumait. Si Mme Bonmartin avait fait comme maintes de ses consœurs, et avait donné asile patriotiquement à un valeureux Anglais, un Belge chevronné, ou encore à un héros sénégalais, son ardeur eût été méritoire et digne d'encouragements. Mais Mme Bonmartin fit choix d'un auxiliaire. Les femmes ont en vérité des goûts bien dépravés. Son fils le lui fit voir. Arrivant ino- [illegible] le métier de nettoyeur de [illegible] ait noblement Bonmartin, trouvant l'auxi[illegible] dans la chambre paternelle, vengea l'honneur, en surinant proprement sa mère de trois coups de couteau dans l'abdomen avec la maëstria qu'il devait à une longue habitude.

Les juges du premier conseil de guerre l'ont acquitté

Quant à Mme Truchon, n'ayant pas de fils pour lui enseigner la fidélité conjugale à coups de lingue ; le tribunal correctionnel lui a congrument décerné trois mois de prison pour adultère en vertu de l'article 337 du code pénal.

Elle pourra ainsi méditer à Saint-Lazare, au milieu de jeunes apachesses et de filles plus ou moins soumises, sur les beautés du mariage qui sont innombrables.

L'article 337 date de Napoléon Premier. Le grand Buonaparte n'aimait pas les femmes. J'entends qu'il ne les aimait autrement que sur ses chaises longues. Ses amours avaient la brièveté de celles des coqs. Il avait l'habitude des victoires soudaines et sans lendemain. Légitimement, ses déboires sont connus quoique Frédéric Masson ait feint de les ignorer. Est-ce mépris ou vengeance ? L'homme de Waterloo déclara au Conseil d'Etat que « la femme était la propriété de son mari, et qu'elle devait lui appartenir comme l'arbre à fruits appartient au jardinier ». D'où l'article 337 qui punit l'épouse convaincue d'adultère d'un emprisonnement de trois mois au minimum et de deux ans au maximum.

C'est ce doux régime qui réglemente encore aujourd'hui les rapports des conjoints.

Mais oui, chère Madame, vous appartenez à votre mari, comme la tartine appartient au pâté de foie. Dès que la cérémonie est terminée, vous cessez d'être une personnalité libre, vous devenez une chose, vous n'avez même plus de nom propre, et si l'époux se montre brutal, grossier, tyrannique, tant pis pour vous. Non seulement il peut vous obliger policièrement parlant, à cohabiter avec ses vices, mais encore il vous interdit, même en cas d'absence prolongée, de consoler votre cœur douloureux. Sinon gare, c'est trois mois de prison ou trois coups de couteau dans le ventre, au choix.

Mais je vous le dis, vous pouvez encore vous estimer heureuse. Autrefois on enfermait la femme adultère dans un sac avec un chien enragé. Il y a du progrès.

Maintenant, il y a un moyen bien simple de braver les rigueurs du code Napoléon, c'est d'aimer, comme nous aimons nous autres les anarchos, les barbares, dans les printemps joyeux, et les étés farouches, à la barbe des magistrats, des maris cocus et des gendarmes.

Si vous savez ce qu'elles s'en moquent nos libres compagnes, de l'article 337.

CANDIDE.

P.-S. — *Le censeur de la semaine dernière m'a empêché de crier ! « A bas les moches ! » se serait-il senti visé, par hasard ?*

RÉPONSES :

DES INTELLECTUELS

Léon Werth.

Monsieur,

En échange de la circulaire que vous m'adressez, permettez-moi de vous envoyer celle-ci, à laquelle j'ai, comme vous le voyez, donné mon adhésion, partageant entièrement les idées exprimées par la Ligue « Souvenez-Vous ! » et ayant accepté de faire partie de son Comité de Patronage.

Classez-moi donc, monsieur, parmi ceux que vous appelez, avec un mépris qui sera certainement apprécié de l'autre côté du Rhin : « Les spécialistes du chauvinisme tapageur et les charlatans du nationalisme cocardier. »

C'est le plus grand honneur que vous puissiez me faire, et je serai là en bonne compagnie.

Salutations distinguées.

Louise Abbema.

Monsieur,

Vous voulez ma réponse, quelle qu'elle soit. C'est « non » à votre appel.

La Haine sauva la Grèce de l'Asie, et le monde chrétien du Croissant : la Haine [illegible] toutes mes forces, qu'un abîme se creuse entre le monde germanique et le monde latin, si large et si profond qu'aucun rapprochement ne soit jamais possible.

Sauver la civilisation consiste à mettre le Germain au ban de l'Univers.

La haine que je préconise ne se borne pas à un ostracisme de l'individu allemand, elle va plus loin et frappe surtout l'esprit, la méthode et l'œuvre.

Il faut haïr Luther et Kant beaucoup plus que le Kaiser qui n'est que l'incarnation de sa horde.

Je ne demande point qu'on extermine et qu'on anéantisse. Que les Allemands vivent chez eux, et même prospèrent, pourvu qu'on ne les voie pas chez nous, pourvu qu'on n'entende plus leur baragouin.

Au plus haut point de vue, celui de l'esprit, je ne crois pas qu'ils aient apporté à l'humanité autre chose que leur musique. Beethoven et Wagner sont les seuls sans équivalents.

Je m'étonne fort que ce soient les mécréants qui invoquent la charité au profit des Germains. Votre appel pourrait être signé du cardinal Gasparri.

Ce que vous appelez *l'idéal de la réconciliation* me semble un nom bien poli pour la haute trahison et a tout le moins une vue psychologique bien étourdie.

Le Boche est un fanatique, chez qui tout sentiment expire à l'appel de la Race. Espion né même avec une couronne fermée, utilitaire même en matière d'abstraction, cet animal est aussi dévorant dans la paix que dans la guerre. A moins de naïveté il faudra que la tranchée de l'après-guerre soit aussi formidable que l'autre. Car à peine l'invasion territoriale refoulée il faudra lutter contre la reprise de la pénétration spirituelle et économique.

Le danger allemand a un caractère perpétuel qui commence à Luther et ne finira qu'au jour où les Slaves dévoreront les tribus du Rhin.

Pour mon humble part, je me propose, après la victoire, de mener aussi loin que possible la lutte contre la Race, l'esprit et la langue et professer la haine de l'Allemagne, comme le suprême devoir du catholique, de l'humaniste et du civilisé. Puis-je ajouter, que *si j'étais* au pouvoir, je n'aurais pas permis votre appel, et ce disant, je crains encore de n'avoir pas été assez affirmatif.

PELADAN.

Paris, 25 janvier 1917.

Monsieur,

Vous voulez bien me demander ma réponse à l' « Appel aux Intellectuels » que vous venez de publier.

Je répondrai volontiers, malgré les considérables divergences qui me séparent, de bien des côtés, des doctrines exposées ou indiquées dans votre journal.

Vous intitulez votre organe : *Ce qu'il faut dire...* Vous pourriez l'appeler aussi l'*Anti-Journal*. Car la plupart des autres journaux ont pour mission — si j'ose m'exprimer — de dire ce qu'il faut taire et de taire ce qu'il faut dire.

DES HUMBLES

Paris, 6 février 1917.

Cher Camarade,

Vous nous demandez, à nous travailleurs, ainsi qu'aux intellectuels, ce que nous pensons de cette haine qui, en France, est devenue une véritable vertu patriotique.

Pour ma part, j'ai toujours considéré ce foyer de haine, « allumé par la grande presse » (les B. de C.) comme un des facteurs principaux de la guerre. Des peuples qui refuseraient de se haïr pourraient-ils se battre ?

Recevez mon salut révolutionnaire.

RAYMONS.

Paris, le 5 février 1916.

Monsieur Sébastien Faure,

Après votre appel aux Intellectuels, vous voulez bien nous demander à nous, les pauvres et les obscurs, de faire aussi entendre notre voix.

Voix des humbles presque toujours sans écho ! La mienne sera d'autant plus faible que c'est celle d'une femme et d'une humble femme ; double raison pour qu'elle ne soit pas entendue.

Croyez, Monsieur, à mes sentiments les meilleurs. **M. VALLET.**

8, rue Parrot, Paris.

Nanterre, le 5 février 1917.

Ami Sébastien,

Doit-on exalter la haine, en faire un culte, l'inoculer à fortes doses et à jet continu à ceux que le destin place sur notre chemin, ou devons-nous, au contraire la combattre à outrance et faire l'impossible pour l'extirper là où nous constatons qu'elle existe ?

Tel est le dilemme que vous avez posé aux Intellectuels, puis aux humbles.

Le problème est d'une simplicité extrême. Il suffit en effet de juger le résultat de la haine pour être fixé. Constatons que toujours elle engendra le malheur ; je mets le monde entier au défi de me citer un seul cas où elle fut génératrice de bonheur. Donc la haine est un mal et nous devons la combattre jusque dans ses causes. Scrutons-la. Qu'y voyons-nous? Bien des choses qu'il est indispensable de classer en cinq phases successives. A l'extrême lointain nous voyons deux hommes se livrer combat pour quelques fruits secs et la neige qui les environne. A la deuxième phase ce sont deux tribus qui s'entretuent pour le même motif. A la troisième, la cause se métamorphose. La terre artificiellement fécondée par le travail des hommes, peut, désormais, les nourrir tous, mais la haine est entrée dans les mœurs et la soif du sang humain est passée à l'état chronique, les luttes de rapines et d'orgueil commencent et c'est la surabondance pour les uns, la famine pour les autres. A cette phase appartiennent les guerres de seigneur à seigneur et de province à province. La phase suivante voit les guerres de nation à nation avec un même objectif. Enfin, c'est l'époque que nous vivons : le monde entier s'entretue, moitié contre moitié.

é. Une série de points d'interrogation se détachent maintenant de l'horizon imprécis, et s'avancent vers nous en se précisant et en prenant progressivement des proportions énormes. Si l'une des deux assimile l'autre ? la haine aura-t-elle donc vécu ? La réponse est franchement non. Non, la haine n'aura pas vécu pour cela. Elle sera plus forte et plus épanouie que jamais.

L'homme est-il donc un ennemi pour l'homme ? Il suffit pour faire son siège de

DES INTELLECTUELS

...Mais faisons confiance au peuple et à la pensée. Admettons qu'il n'y ait rien à taire. Et ne pensons qu'à « ce qu'il faut dire... »

Qu'est « ce qu'il faut dire » ? — Tout. — Et aujourd'hui, que peut-on dire ? — Rien. Ou, tout au moins : rien d'utile.

Je répondrai donc surtout à votre question en admirant que vous osiez encore la poser : Vous en appelez aux « Intellectuels ». Il n'y a plus d'Intellectuels.

« Intellectuels » vient d' « intelligence ». Qui donc comprend un mot de tout ce qui se passe ? Qui donc connaît un mot de ces grands phénomènes sociaux qui s'appellent la « guerre » et la « paix » ? Ils sont moins étudiés et plus inconnus encore que les mouvements du vent ou le langage des animaux. Ce qu'on en dit n'est que chimères, bluffs, mensonges, vanités, déceptions, outrecuidances, aveuglements, bêtises.

Qui donc comprend ? Comprendre, dit la vieille sagesse, c'est pardonner. C'est pardonner aux autres et à soi-même.

A ceux qui furent des « Intellectuels », vous demandez généreusement de se « dresser contre la haine », de « refouler la brute », de réagir « contre les destructions morales qu'accumule la conflagration, destructions plus déplorables que les ruines matérielles ». Soit. On ne pourra mesurer les maux qu'a produits la « littérature de guerre » qu'au degré de son abjection. La littérature d'aujourd'hui est le plus grand et le plus néfaste des cinémas.

Mais n'exagérez pas la part de l'élément moral dans la guerre. La guerre n'est pas essentiellement un état d'âme ; elle est essentiellement un état de fait. Elle est le résultat d'institutions et de décisions gouvernementales. Toute la littérature n'est que l'écume de cet océan. Les faits suscitent les mots ; et la guerre soulève tout ce tourbillon de poussière qui s'appelle les haines, les accusations, les arguments, les injures, les malédictions, les anathèmes, les espérances, les illusions, les croyances, les théories, les exigences, toute cette tourmente de passions dont on veut composer la volonté divine ou le droit. Tout ce trouble s'apaisera de lui-même quand disparaîtra le fait.

Ce n'est pas aux périls des haines futures qu'il faut prendre garde, mais aux effroyables périls de la guerre immédiate. Le visage de l'homme se retrouvera quand l'eau qui coule redeviendra pure. La paix transfigurera ceux que la guerre a dénaturés.

Veuillez agréer. Monsieur et cher confrère, l'expression de mes très distingués et cordiaux sentiments.

Lucien LEFOYER.

Ancien député de Paris.

Ce 22 janvier 1917.

Au citoyen Sébastien Faure, directeur de *Ce qu'il faut dire*, 69, boulevard de Belleville, Paris (11e) :

Je ne sais rien de plus spirituel, de plus [illegible] de plus [illegible]mands — que l'appel que vous adressez aux intellectuels français. Car c'est bien, de toute évidence, aux signataires de l'immortel « manifeste les 93 » que vous voulez parler par notre truchement, comme pour nous poser en contraste, nous autres Intellectuels de France, et, à en juger sur le choix de nos noms, Intellectuels républicains

L'inspiration de votre morceau en accuse, d'abord, l'ironie. Vous en « appelez » à notre devoir, à notre pitié — qui est immense — pour tous les maux que l'immonde guerre déchaîne ; vous enregistrez, après nous, la faillite de la guerre comme idéal ; vous nous adjurer — pauvres de nous ! — de mettre fin à ce « carnage », dès que l'agresseur, je vous sous-entends, voudra bien lâcher ses victimes, la Serbie, la Belgique, la France... Autant de traits qui marquent au front la centaine de crétins sinistres qui proclamèrent : « Il n'est pas vrai !... »

Je me mets à leur place pour lire votre texte : « Je le sens, je le sais, leur ditesvous ; votre cœur s'émeut, votre raison se trouble, votre conscience est tourmentée. » (*Ultimatum à la Serbie, chiffon de papier de la Belgique, avions français sur Nuremberg, gaz asphyxiants, « Lusitania », Miss Cavell, six mille civils belges assassinés, un million d'Arméniens massacrés, population mâle et femelle du nord de la France et de la Belgique emmenée en captivité par le Pharaon de Berlin...*)

« Peut-être, continuez-vous, peut-être, oui, je le crois, pourriez-vous arrêter le carnage » (*Vous, Intellectuels d'Allemagne, en soutenant la voix du noble Liebknecht, qui crie à travers les murs de sa prison : « C'est toi, Kaiser, qui as voulu la guerre!* »)

« Dressez-vous, concluez-vous, contre la haine stupide et féroce élevée à la hauteur d'un principe. » (*Bravo ! Gott Strafe England ! Sous-marins ! plus de quartier ?*) etc., etc.

En vérité, je vous le répète, tout cela sorte merveilleusement sous votre plume — j'allais écrire que cela fait balle. Pourvu que ces lourdauds n'aillent pas se méprendre à la forme discrète de ces allusions ! Il n'est pas, dans votre appel, jusqu'à une omission préméditée qui n'en souligne le persiflage. Le mot : *Droit* n'est pas prononcé parce que ces messieurs ne l'eussent point compris.

Mes plus vives félicitations, mon cher confrère, pour cette exécution de main de maître des hypocrisies allemandes et mes remerciements les plus confus pour le plus bel hommage que nous ayons reçu, grâce à vous, nous les républicains français, arrière petits-fils de la Convention.

Bien cordialement votre

Paul-Hyacinthe LOYSON.

Nous publierons, au fur et à mesure, les réponses de Mary Léopold **LACOUR**, René **GHIL**, Francis **JAMMES**, **BOUHELIER**, Robert **CHAUVELOT**, Romain **ROLLAND**, André **LEBEY**, Frédéric **STACKELBERG**, Henri **MAZEL**, Maurice **BEAUBOURG**, Armand **CHARPENTIER**, Michel **PROVINS**, Jean **MARESTAN**, Pierre **LOTI**, etc.

DES HUMBLES

compter le nombre des improductifs : vieillards, infirmes, femmes, enfants, rentiers, magistrats, soldats, policiers, avocats, etc., etc., puis d'y ajouter tous ceux dont la production n'a aucun rapport avec les besoins de la vie : ouvriers des engins de guerre, des objets de luxe, etc...

Faites ce calcul et vous serez surpris de constater qu'ils représentent ensemble les 8 dxièmes de l'humanité. Ses facultés productives étant bien plus grandes que ses besoins de consommation, l'homme n'est donc pas un ennemi pour l'homme. C'est le contraire qui est vrai. Mais il ne suffit pas de désigner la cause, il faut la déshabiller : C'est parce que la Société repose sur l'égoïsme que la haine nous rend malheureux, quand elle ne nous tue pas. A l'égoïsme substituez l'altruisme et l'amour remplacera la haine. C'est l'idéal de toutes les consciences libres qui se réalisera bien un jour, dussent-elles employer la contrainte. Ne vous récriez pas! Si votre mère refusait d'absorber la potion qui la sauverait si elle l'absorbait, je vous le demande, n'emploieriez-vous pas la contrainte ? Mais elles espèrent — les consciences libres — que la raison vaincra la démence et que l'égoïsme fera place à l'altruisme de bonne grâce. L'ère du bien-être s'épandra sur le monde, les sciences et les arts resplendiront, la littérature sera saine et abordable. Le travail sera rendu facile et attrayant par de savantes et de puissantes machines. Ce sera le monde rénové. Mais pour que cela soit il faut que les Intellectuels, qui tiennent dans leurs mains le cerveau du peuple, s'attellent à la bonne besogne. Le feront-ils

Recevez, Sébastien, l'assurance de mes meilleures amitiés.

Emile DEGOT.

Nanterre (Seine)

SUPRIME PAR LA CENSURE

J. ARTIGUES,

Aubervilliers

Paris, 4 février 1917.

Monsieur Sébastien Faure,

J'apporte mon humbe voix en réponse à votre article « La voix des humbles », comme vous nous y conviez.

Le sentiment des humbles, le sentiment du peuple est sans conteste la haine de l'Allemagne et cette haine sera inextinguible pour les raisons si magistralement exposées dans sa lettre par M. Henri d'Alméras.

M. Verdot déclare qu'on peut haïr individuellement un Allemand, mais non l'Allemagne collectivement. C'est juste le contraire qui est vrai, la lettre de l'instituteur le démontre. Il y a certainement en Allemagne des braves gens ; il y a des Allemands bons garçons : mais l'Allemagne, la collectivité allemande, s'est mise au ban de l'humanité et c'est un devoir pour tout Français de ne jamais l'oublier et de transmettre de génération en génération la défiance et la haine de l'Allemagne.

Recevez, monsieur, toutes mes civilités.

MACE.

Nous avons déjà reçu et nous prévoyons [illegible]bles qu'il appar[illegible]essaire de confier à un Comité de lecture le soin de les lire et de les classer.

Dès cette semaine, ce comité fonctionnera et ces réponses seront publiées, sans interruption, en regard de celles des Intellectuels.

LA CRISE DU CHARBON

N'ayant pu prendre la parole au meeting organisé dimanche dernier par le Comité de défense syndicaliste, je demande à *Ce qu'il faut dire...* de bien vouloir insérer ces lignes.

Il y a crise de production, de transport, et surtout de répartition.

Avant la guerre, notre production annuelle était de 40 millions de tonnes, et la consommation de 60 millions. Le déficit, 20 millions, était fourni par l'Angleterre, la Belgique et l'Allemagne.

Depuis la guerre, notre production est tombée à 20 millions et notre consommation à 40 millions.

Les mines du Nord et une grande partie du Pas-de-Calais ne sont plus à notre disposition. Par contre, les nombreuses industries du Nord et de l'Est, qui se trouvent sous la domination allemande, ne comptent plus dans notre consommation. C'est ce qui explique la diminution dans la production et la consommation. Mais le déficit est toujours de 20 millions, comme en temps de paix.

Où retrouver ces 20 millions de tonnes qui nous manquent depuis la guerre ?

On ne peut les demander qu'à une surproduction nationale et à l'Angleterre !

Notre consommation a été de 40 millions de tonnes en 1915, prévue pour 45 millions en 1916, et 47 millions en 1917.

Notre production était en 1915 de 20 millions 400.000 tonnes, et de 21 millions 600.000 tonnes en 1916, soit une légère augmentation annuelle de 1million 200.000 tonnes.

On aurait pu, on peut encore, élever davantage la production.

Il y a encore 5.000 ouvriers mineurs territoriaux aux armées. Aux mines, ils pourraient produire environ 7 millions de tonnes dans une année, ce qui porterait notre production à près de 29 millions de tonnes.

Il y a actuellement 350 concessions accordées à des propriétaires et qui sont inexploitées. Un grand nombre d'affleurements (charbon à découvert) sont à exploiter. Ces richesses délaissées, si elles étaient utilisées, rapporteraient annuellement 5 à 6 millions de tonnes.

Nous pourrions donc avoir 35 millions de tonnes de houille, soit les huit dixièmes de notre consommation.

Il y a encore le lignite, la tourbe, le bois. Combien de forêts saccagées, pour des motifs plus ou moins stratégiques, dans la zone des armées et dans le rayon des places fortes ! Que de chauffage perdu !

On aurait pu, en beaucoup de cas, économiser le charbon et avoir de l'électricité et de la force motrice par l'emploi de la houille *banche*, *verte* et *bleue*, suivant que cette puissance motrice provient des sources naturelles et chutes d'eau, des cours d'eau, du vent.

On a fait l'Union sacrée des influences, on n'a pas fait celle des compétences. Tous les ingénieurs des mines qui l'ont voulu sont en sursis. La plupart des délégués-mineurs et des militants de la corporation sont toujours soldats ou occupés à un emploi qui n'est pas le leur. Le Comité des Houillères domine, les magnats du charbon sont toujours les maîtres. Les Compagnies minières, comme les Sociétés métallurgiques, réalisent des bénéfices scandaleux alors que les ouvriers ont des salaires dérisoires et de très mauvaises conditions de travail.

Pour obtenir l'intensification de la production, il ne faut pas seulement tenir compte de l'intérêt patronal abrité derrière celui de la « défense nationale », il faut encore et surtout tenir compte de l'intérêt ouvrier. Les heures supplémentaires (argument patronal et gouvernemental) ne rapportent pas toujours des tonnes de charbon en surplus. La thèse ouvrière est l'organisation rationnelle du travail en tenant compte des difficultés techniques et des forces humaines. Sur 24 heures, un travail de continuité avec deux postes d'abatage et un poste de boisage, remblayage ou entretien fera plus de rendement que les longues coupes.

L'Angleterre devait combler notre déficit, nous fournir 20 millions de tonnes par an. Un ministre d'outre-mer, M. Runciman, avait même proniîs à M. Clémentel, ministre de che znous, 2 millions de tonnes par mois.

La promesse était tenue en août 1916, époque où nous recevions 500.000 tonnes de charbon anglais par semaine.

En décembre 1916, nous ne recevions plus que 330.000 tonnes par semaine.

Pendant la troisième semaine de janvier 1917 il ne nous arriva, hélas ! que 287.000 tonnes de charbon anglais.

Aux lecteurs d'apprécier ! Pour remédier à cette crise d'importation, une mission a été envoyée en Angleterre. Elle comprend :

MM. Brichaux et Miral, représentant les importateurs revendeurs ;

Grillot, représentant le gaz et l'électricité de Paris ;

Nobel, industriel métallurgiste, représentant les importateurs consommateurs ;

De Joly, directeur des transports.

Les consommateurs moyens et petits, les municipalités, ne sont pas représentés. Et puis, que peut faire cette délégation officielle, essentiellement capitaliste, contre les torpillages et l'augmentation croissante du fret ?

Le gouvernement français achète le blé étranger 50 francs pour le revendre 30 fr. aux meuneries françaises, au cours du blé français, et cela pour éviter la hausse du pain.

Est-ce que la même solution ne s'impose pas pour le charbon étranger dont l'arrivage sur le marché fait hausser le charbon français, au seul détriment de la classe ouvrière ? [illegible] blé.

Il serait donc possible, en tenant comp des habitudes sociales, de trouver la quan tité de combustible nécessaire à la nation

C'est évident, à l'heure actuelle, il n'y a pas assez de charbon. Et l'on n'arrive même pas à transporter celui qui est disponible sur les carreaux des mines et dans les ports.

En province, la disette de combustible se fait sentir, des usines à gaz ou diverses ont dû fermer ou sont sur le point de le faire. Mais c'est surtout à Paris que la misère se fait sentir. La capitale est alimentée par la voie ferrée qui amène le charbon des mines du Pas-de-Calais et des ports de Calais et Boulogne, et par la voie fluviale qui vient de Rouen.

La voie ferrée, nous dit-on, a été absorbée par les opérations militaires. La Seine n'est pas navigable.

La bataille de la Somme et le gel sont des excuses et non des motifs. L'offensive et l'hiver sont des inconvénients qu'on peut prévoir.

Le *Journal de la navigation* publiait le 1er novembre 1916 : « Il semble certain que Paris, cet hiver, manquera de charbon. Il faut éviter dès maintenant l'embouteillement du Havre et de Rouen. »

En novembre 1915, il y avait 156 péniches immobilisées à Rouen. Un an après, il y en avait 829. Le 15 novembre 1916, le chiffre s'élevait à 1.028. Le 15 décembre, il atteignait 1.298 bateaux représentant plus de 40.000 wagons, plus de 400.000 tonnes.

Avoir tant de charbon à quelques kilomètres de Paris où le peuple gèle de froid.

La direction du remorquage est confiée à un officier à quatre galons qui ignore tout de la batellerie. En septembre dernier, il a laissé la plupart des remorqueurs s'en aller au radoub faire de pseudo-réparations, en réalité pour attendre l'hiver où les tarifs de remorquage sont plus élevés. Le patriotisme des Compagnies de remorquage est comme celui de tous les capitalistes.

De ce fait, 87 trains de bateaux sont immobilisés.

Très peu de mariniers sont revenus du front.

Entre Rouen et Paris, il y a 8 écluses dont une seule qui se fait mécaniquement et une autre à l'électricité. Les six autres fonctionnent encore à bras, alors que la houille blanche est si facile à capter. Quelle routine !

Pour une écluse de 9 péniches, il faut attendre une heure et demie. Des bateaux attendent quelquefois heures pour passer une écluse.

Des travaux d'approvisionnement et de balisage sont réclamés en vain depuis longtemps afin de pratiquer le service de nuit. Les éclusiers ne sont pas payés.

Avant la guerre, on a parlé de Paris port de mer. Les bureaux intéressés réclamaient un délai de trois ans et deux millions de francs seulement pour établir un devis d'avant-projet. La routine, la bureaucratie, toujours les mêmes plaies !

On aurait pu soulager Le Havre et Rouen par les ports secondaires et notamment par Cherbourg et la ligne du Cotentin.

Le charbon qui vient par Saint-Nazaire subit l'énorme augmentation de transport de 13 fr. 50 par tonne.

A Nantes, des ouvriers dockers sont inoccupés parce qu'il faut les payer « trop cher ». Ils sont remplacés par des prisonniers allemands, c'est autant de gagné pour les entrepreneurs de déchargement.

Des groupements charbonniers ont été constitués pour favoriser l'approvisionnement. Ils devaient recevoir un tiers de charbon français et deux tiers de charbon anglais et pratiquer la perquisition, la répartition égale. Ces groupements, quand ils avaient trouvé du combustible, envoyaient des rames de wagons vides pour le ramener. « Les trains partaient entiers, se disloquaient en route, et revenaient en morceaux. »

Le froid devenant plus rigoureux, la pénurie devenant plus dramatique, on a enfin trouvé des camions militaires ; on a été au plus pressé. Nous végétons au jour le jour.

Les militants des Ports et Docks, des Inscrits Maritimes, des Transports par voie ferrée, voie fluviale et voie de terre sont les mieux qualifiés pour solutionner la crise des transports.

Nous avons la maîtrise des airs, tout bon Français sait cela. Mais ne comptons pas encore que le calorique nous arrivera par la voie des cieux.

Le charbon français est taxé de 35 à 45 francs la tonne sur le carreau de la mine. Le charbon anglais coûte, paraît-il, 50 fr. de plus la tonne (impossible de savoir exactement le prix). Ce qui est certain, c'est que pour le consommateur, n'importe quel charbon monte à 170 francs la tonne. Au détail, surtout avec la vente au boisseau, cela le porte au moins à 200 francs. La spéculation est un sport de guerre.

La consommation annuelle pour l'usage domestique est de 5 millions de tonnes, soit un huitième de la consommation nationale. Les riches, avec leur argent, ont su s'approvisionner. Les pauvres font la queue dans la rue.

Au 1er décembre 1916, notre stock était :

Réseau Etat	800.000	tonnes
Carreaux des mines.	300.000	—
Port de Rouen	300.000	—
Total	1.400.000	—

Maigre réserve qui ne pouvait suffire que pour 15 jours.

Le Conseil municipal de Paris et le Conseil général de la Seine ont eu la bonne idée d'acheter du charbon pour les bureaux de bienfaisance, les familles de mobilisés, de revendre le surplus au prix coûtant aux plus nécessiteux de leurs administrés.

Le stock commercial de la Seine était de 90.000 tonnes le 1er janvier 1917. La consommation journalière étant de 7.000 tonnes et les arrivages quotidiens de 2.500 tonnes, il en résultait un déficit, chaque jour, de 4.500 tonnes. Paris se chauffe maintenant au jour le jour.

La Société de Gaz de Paris a une réserve de 54.000 tonnes et elle brûle 4.000 tonnes par jour.

La Société du Gaz de banlieue fonctionne au petit bonheur.

Voilà où nous en sommes.

Il aurait fallu, comme on l'a indiqué ici, transformer le pays en une vaste coopérative de production et de consommation.

Le charbon surtout est un produit facile à évaluer, à contrôler. Il aurait pu être réquisitionné et taxé. L'Etat aurait dû mettre l'embargo sur les mines comme il l'a fait sur les chemins de fer.

B. Broutchoux.

Le « Journal du Peuple » commence aujourd'hui la publication d'un passionnant roman :

LA COLERE DES JACQUES

par Charles Duffar.

Qu'on se le dise !

La Deuxième Internationale

LES ANARCHISTES

Le mouvement anarchiste date de 1880. Jusqu'à cette époque, le terme d'*anarchie*, émis pour la première fois par Proudhon dans le sens de société sans pouvoir central, n'était guère employé. L'ouvrage immortel de *Max Stirner* : *L'Unique et sa propriété*, paru en 1844, que l'on peut considérer comme le premier livre de philosophie anarchiste, était méconnu en Allemagne et presque inconnu dans le reste de l'Europe. Les membres de la Fédération jurassienne se disaient *collectivistes anti-autoritaires*.

Le communisme était considéré sous sa forme phalanstérienne ou autoritaire et revendiquée par les marxistes.

En 1878, *Elysée Reclus* envoya au Congrès de Fribourg un mémoire intitulé : *Pourquoi nous sommes* : 1° *révolutionnaires* ; 2° *anarchiste* ; 3° *collectivistes*.

En 1879, *Kropotkine* fonda, avec *Dumarthray et Herzig*, le journal le *Révolté*, destiné à « rendre les questions historiques et économiques compréhensibles à tout ouvrier intelligent ».

Et, au congrès de la *Chaux-de-Fonds* (1880), sur l'initiative de *Kropotkine*, les membres de la *Fédération jurassienne* abandonnèrent l'étiquette *collectiviste* et prirent celle de *communistes-anarchistes*.

Jusqu'alors la différence entre les communistes-anarchistes et les socialistes-marxistes était plus tactique que doctrinale. L'influence proudhonnienne s'exerçait seulement sur les éléments modérés des syndicats qui n'avaient pris à l'auteur de *La Propriété* que ses idées mutualistes ; *Fourier*, *Saint-Simon* n'avaient qu'un nombre restreint de continuateurs.

L'individualisme stirnérien, qui devait donner plus tard à l'anarchisme ses principales caractéristiques philosophiques, n'était connu que de quelques lettrés.

Le scientifisme de *Marx* dominait incontestablement le mouvement social, et *Bakounine lui-même en était fortement imprégné*.

Seulement, alors que les marxistes optaient, de plus en plus pour la conquête légale des pouvoirs publics et ne conservaient que la phraséologie révolutionnaire, les anarchistes se prononçaient pour l'action directe, immédiate, insurrectionnelle.

Le congrès ouvrier de Marseille 1879 avait vu les deux tendances : *socialiste* et *anarchiste*, s'accorder pour lutter contre les *mutuellistes*; mais, lorsqu'au congrès régional de Paris (juillet 1880) et au congrès national du Havre (novembre 1880), *Jules Guesde* fit adopter le programme minimum, les anarchistes protestèrent violemment. *Jean Grave*, *Maria*, *Jeallot*, *Lemale*, qui avaient appartenu au groupe guesdiste de *L'Egalité*, se séparèrent des politiciens.

Au congrès de Paris, *Lemalle* s'écrie :

Accepte-t-on le Parlement ? Non.

Accepte-t-on la représentation ouvrière ? Non.

Accepte-t-on la représentation municipale ? Non.

Quelle conduite alors tenir dans les élections ? L'abstention.

Et *Jean Grave* de déclarer :

« *La propagande qu'il faut faire parmi le peuple, c'est de lui démontrer que, dans une révolution, au lieu d'aller bêtement à l'Hôtel de Ville y proclamer un gouvernement, il faut y aller pour fusiller celui qui tenterait de s'y établir.* »

Mais le programme minimum fut adopté à une énorme majorité, et dès lors la lutte devint extrêmement vive entre partisans et adversaires de l'action électorale. Certains anarchistes toutefois participèrent aux congrès internationaux jusqu'en 1896. Mais l'anarchie devait, dès 1881, connaître sa vie propre. Cette vie, c'est l'appel du peuple à l'insurrection, c'est la croyance en le soulèvement populaire qui jetterait bas le privilège et l'iniquité, en la Révolution libératrice et prochaine. C'est dans ce sens que *Kropoutkine* et *Emile Gautier* conférencient à travers la France et principalement dans la région lyonnaise où vient d'éclore un journal, le *Droit social*, dans lequel *Jean Grave*, sous le pseudonyme de *Jehan Le Vagre*, publie son premier livre : *La Société au lendemain de la Révolution.*

C'est en 1882 que commence l'ère de la dynamite. Une crise terrible régnait dans la région lyonnaise, la misère était profonde chez les tisserands et les mineurs. Les anarchistes prenaient la parole dans toutes les réunions et dénonçaient, avec violence, la richesse des propriétaires de mines, tous ultracatholiques qui se réunissaient pour festoyer dans des lieux de plaisir, et principalement dans le café situé dans les sous-sols du théâtre *Bellecour*, alors que les ouvriers mouraient de faim. Cette propagande aboutit aux troubles de *Blanzy* et de *Montceau-les-Mines*. La population exaspérée brisa les croix et les statues de la Vierge; des maires, des gardes champêtres, des gendarmes furent maltraités, la maison d'un notaire incendiée. Quelques jours après (21 octobre 1882), une bombe éclatait dans le café du théâtre Bellecour, et le lendemain, le bureau de recrutement de Lyon sautait. De nombreuses arrestations eurent lieu dans toute la France, mais les preuves de la participation aux attentats de Lyon et de Montceau ne purent être produites contre aucun accusé. Le gouvernement déclara alors poursuivre les inculpés pour affiliation à l'*Internationale*, bien que la grande association n'existât plus que de nom. C'était un procès de tendance qui se déroula devant le *tribunal correctionnel* de Lyon, en vertu de la loi Dufaure. Le résultat fut la condamnation de *Kropotkine*, *Emile Gautier*, *Bordat* et *Bernard*, à 5 ans de prison et 2.000 francs d'amende.

Ricard, *Pierre Martin* et *Octave Liégeon*, à 4 ans.

Blonde, *Crestois*, *Péjot*, *Desgranges*, à 3 ans.

Etienne Faure, *Morel*, *Tressaud*, *Michaud* et *Potet*, à 2 ans.

Les autres prévenus au nombre de 37. à des peines variant de *six* à *quinze mois*.

Cyvoct, recherché comme l'auteur de l'explosion du théâtre Bellecourt, fut arrêté à Bruxelles et extradé. Son innocence éclata, mais le parquet le poursuivit comme responsable *moralement* pour un article qu'il avait écrit dans le *Droit social*. Et ce seul article antérieur de plus de 3 mois à l'attentat, le fit condamner à mort par la cour d'assises de Lyon (décembre 1883). Sa peine commuée, il resta quatorze ans à la Nouvelle-Calédonie.

Mais de nouveaux anarchistes surgissent: *Tennevin*, *Tortelier*, *Octave Jahn*, *Leboucher*, *Jean Grave*, *Malato* et *Louise Michel*, sont parmi les plus actifs militants.

Le *Révolté* paraît toujours en Suisse, avec la collaboration d'*Elysée Reclus*. A Lyon, le *Droit Social* disparu, est remplacé par l'*Etendard Révolutionnaire* ; puis paraît la *Lutte*, l'*Hydre Anarchiste*, le *Drapeau Noir*, l'*Affamé*, l'*Alarme*. La *Lutte* inaugure une rubrique appelée « *Produits antibourgeois* », où sont données les formules du picrate de potasse, de la dynamite, de la nitro-glycérine, du fulmi-coton, avec le prix et la manière de s'en servir.

A Paris, la crise de chômage qui sévissait fut l'occasion aux anarchistes d'appliquer leurs méthodes de violence. Les sans-travail, réunis par le syndicat des menuisiers, sur la place des Invalides, se dirigèrent vers le faubourg Saint-Antoine. Au cours de la route, divers boulangeries et magasins d'alimentation furent pillés par la foule. *Emile Pouget* et *Louise Michel*, arrêtés, furent condamnés, l'un à *huit*, l'autre à *six ans de réclusion*.

Le 28 septembre 1883, *Reinsdorf* et *Mildenbergue* avaient miné le sol sur lequel s'élevait à Niederwald, la statue colossale de la *Germania*, glorifiant la guerre de 1870. L'empereur d'Allemagne qui devait assister à l'inauguration, aurait infailliblement sauté, mais un policier découvrit le complot. Arrêtés et condamnés à mort, *Reinsdorf* et *Mildenbergue*, furent exécutés à Leipzig (1884).

(*A suivre.*) MAURICIUS.

L'ALLEMAGNE PACIFIQUE

150 lignes censurées

F. ELOSU

Coups de Trique

Fécondité.

..Le *Daily Mail* *signale le cas extraordinaire — unique sans doute — de la femme d'un commerçant du comté de Durham qui a mis au monde cinq enfants, quatre garçons et une fille.*

Les quatre garçons sont morts quelques instants après leur naissance : seule la fillette est encore en vie.

Il n'y a pas de quoi se réjouir ! Mais, si l'hérédité transmet à la fille les vertus prolifiques de la mère, le comté de Durham nagera sûrement dans le bonheur !

Doux Pays.

Le Conseil d'Etat avait à se prononcer sur la responsabilité de l'Etat en cas de retard dans la transmission des correspondances.

Une Société de Limoges, voulant prendre part à une adjudication, envoya sa soumission par lettre recommandée : mais, par suite d'une erreur de transmission, sa lettre est arrivée trop tard à destination.

La Société demandait à l'Etat le paiement d'une indemnité pour la réparation du préjudice qui lui avait été causé par une faute de service public.

Statuant sur le fond du litige, le Conseil d'Etat a rejeté la requête de la Société ; en vertu de la loi du 5 avril 1879 (déclarent les attendus), l'Administration n'est pas responsable en cas de retard dans la transmission des objets de correspondance, alors même qu'il s'agit de lettres recommandées.

Ce qui revient à dire que l'Etat s'étant chargé d'un travail pour un prix convenu et ne l'ayant pas exécuté, est, malgré tout, sans reproche...

N'est-ce pas d'une admirable moralité ?

Tu parles !

M. Henry Bérenger sénateur de la Guadeloupe et ex-directeur de l'Action que Téry prétendait être vendue à la coulisse judéo-allemande, est toujours divertissant.

Oyez ce doux braiment :

« Il faut vraiment avoir la mentalité dévertébrée de certains idéologues, farcis d'une choucroute pacifiste d'avant-guerre, pour se laisser prendre à cette cuisine boche de paix sans victoire dans une sauce de guerre sans répit. »

Tu parles !

« Nous savons bien que le peuple français, dans son ferme bon sens, n'est pas dupe d'offres de paix enveloppée dans le chiffon de papier de la Belgique. »

Tu parles !

« Mais le redoublement de guerre sous-marine, qui est annoncé et qui s'exécutera, ne doit pas non plus nous prendre au dépourvu. »

Tu parles !

« Le peuple français a résisté depuis trente mois dans la plus virile de ses épopées historiques. L'éclat de notre grande deur conjuguée de notre résurrection militaire et de notre redressement industriel. »

Tu parles !

« Ce n'est pas après avoir atteint une pareille hauteur que le peuple français pourrait songer à déchoir pour quelques fautes de ses dirigeants ou quelques imprévoyances de ses bureaucrates ! »

Tu parles !

Oh ! ce patriotisme écrit en petit nègre guadeloupien !

Un débat.

La question du travail à l'usine des femmes sur le point d'être mères a fait l'objet d'un important rapport à l'Académie de médecine. Le professeur Pinard a exposé ses idées sur l'influence du travail d'usine sur la gestation.

M. Strauss, sénateur, membre de l'Académie de médecine ayant contesté l'opinion du professeur Pinard, la question avait été renvoyée devant une commission. Celle-ci vient de faire connaître son opinion par la bouche du professeur Doleris, rapporteur. Les termes du rapport exposé par ce médecin constituent un moyen terme entre les opinions précédemment signalées :

1. Limitation du travail des femmes sur le point d'être mères et allaitant, à une durée maximum de six heures ; interdiction pour ces mêmes femmes du travail de nuit et des travaux pénibles et nocifs ;

2. Création dans les usines où seront employées ces femmes, d'une surveillance médicale attentive, d'une garderie d'enfants et de chambres d'allaitement ;

3. Interdiction absolue d'employer les femmes sur le point d'être mères, se limitant à certains cas particuliers et création pour ces mêmes catégories d'une allocation journalière de chômage dont le taux varierait avec les villes.

C'est-à-dire que théoriquement et pratiquement, il faut renoncer à la production usinière des femmes enceintes quand elles sont vouées à la Re-production.

Elles ne peuvent tout de même pas faire les deux à la fois.

Sérénité !

A l'Académie des Sciences, M. Bigourdan analysa un travail de M. Emile Belot sur la « dissymétrie du Pacifique, la loi des antipodes et les formes générales de la terre dans l'hypothèse du déluge austral primitif ».

Pour l'instant, c'est le déluge de fer, qui influe sur la forme générale de la terre, et celui-là n'est pas une hypothèse. Quel sang-froid ont nos savants, pour discuter de telles choses dans un pareil moment!

Le cafard.

Sous ce titre, notre vieux pépère la Victoire, alias Gugusse, nous enseigne quelques nouveautés :

« Nous traversons le moment le plus difficile de l'année.

« Ce sont les plus grands froids et les plus prolongés que nous ayons eus depuis le début de cette guerre atroce. Au front, ils ont passé des heures plus dures. A l'arrière, à cause du manque de charbon, c'est la première fois que nous sentons la guerre, autrement que par nos deuils et nos angoisses.

« Comme les années précédentes, à pareille époque, une vague de cafard s'étend sur l'arrière. »

Halte-là ! Général, tu vas tenir des propos alarmistes.

La Censure veillait...

Dans un récent numéro, le Temps *a publié les déclarations que M. Herriot, notre grand cuistot national a faites à un rédacteur de l'Agence Havas, à propos de son projet sur la limitation des plats que les clients pourront consommer dans les restaurants. Notre confrère n'a malheureusement pas pu nous faire connaître toute la pensée du ministre des Travaux publics et du ravitaillement. La censure a fait en effet échopper une partie de ses déclarations et la plus intéressante sans doute car l'alinéa tronqué se terminait par ces mots : « Cette vérité, il faut la dire. »*

Mais pour la censure toutes les vérités ne sont pas bonnes à dire même par la bouche d'un membre du gouvernement.

Les Grèves

Les Milliards dans l'abîme.

Du World, *journal américain :*

« Le Comité directeur des Banques Fédérales estime à 245 milliards *le total des dettes encourues par les principaux belligérants. Elles représentent déjà le sixième de leur richesse, et elles s'accroissent tous les jours de 500 millions...*

« Ces dettes formidables ne comprennent pas les émissions de papier-monnaie, les impôts nouveaux, ni l'immense destruction de matériel et de capacité de production. Les guerres du XIX siècle, à elles toutes, n'ont coûté que 130 milliards... »

Que le World *se rassure, il restera encore et sans doute quelques producteurs pour régler l'addition...*

Enthousiasme.

A titre de curiosité, nous exhumons un document tiré d'un journal d'Amiens en 1891, *afin de démontrer au lecteur bénévole que Flaubert n'a rien inventé en créant M. Homais, car ni lui, ni Bouvard, ni Pécuchet n'eussent trouvé celle-là :*

Montauban 11 août. — Hier, au Café du Commerce, deux consommateurs jouaient à l'écarté. Soudain l'un d'eux qui n'est autre que l'honorable M. Lucas, adjoint au maire, a tourné le roi de trèfle en s'écriant: « Alexandre ! » Immédiatement tout le monde s'est levé et a entonné l'hymne russe. La partie d'écarté a continué au milieu d'une émotion indescriptible.

Quel roi, les joueurs du Café du Commerce vont-ils maintenant pouvoir retourner avec enthousiasme ? That is the question?

Motif :

Du Journal du Peuple, *sous le titre : Le Motif :*

Le Poilu de l'arrière.

«L'AVENIR INTERNATIONAL»

Depuis que nous avons annoncé l'intention où nous étions de faire paraître, quand il serait possible, notre revue *l'Avenir International*, nous avons reçu des approbations et des critiques.

Aux approbations et adhésions, nous ne pouvons qu'adresser remerciements.

En ce qui concerne les critiques, nous croyons utile de leur répondre en ajoutant à notre première communication quelques précisions et explications.

Il a paru hors de saison, en ce moment tragique où toutes les sensibilités sont exaspérées et révoltées par l'horrible massacre européen, de parler de la publication d'un organe d'études spéculatives et de discussions théoriques. Il y a, dit-on, autre chose à faire.

D'accord. Et, d'ailleurs, nous n'avions pas attendu jusqu'ici pour diriger nos efforts vers un autre but.

Mais l'action immédiate n'exclut pas le souci de l'avenir. Nous avons pu constater dans quel lamentable désarroi les événements présents avaient jeté les idées et les théories : combien superficielle et fragile avait été sur les esprits l'influence des idées de solidarité internationale ; combien est grande encore la crédulité des peuples, et avec quelle facilité elle se laisse toujours égarer par de faux semblants et par la magie creuse de certains mots.

Quelque impérieux que puisse être notre désir d'exhortations à la clairvoyance qui est un tel moyen de persuasion en regard des puissances d'obscurité et de mensonge dont disposent les maîtres.

C'est pourquoi, tout en persistant, en dépit de son peu d'efficacité, dans l'attitude que nous dicte notre conscience, nous croyons qu'il est indispensable, en outre, d'envisager une œuvre éducative plus profonde, visant à une modification plus intime des mentalités individuelles, et à la préparation d'un terrain où puissent éclore et grandir de saines plantes vivaces, aptes à triompher du foisonnement délétère des herbes nocives que sèment à plaisir et entretiennent avec un soin si scrupuleux les mauvais jardiniers.

L'agitation, l'action en vue d'un mouvement en faveur d'une idée ? Jamais nous n'y avons contredit.

Mais une action qui n'est pas dirigée par une connaissance approfondie et une compréhension raisonnée des principes et des buts qui la justifient est exposée à se trouver trop aisément désorientée. Le moindre dérivatif, une fausse information habilement lancée, l'obscurité et le silence systématiquement organisés autour de tels ou tels faits, une campagne tendancieuse de presse soudoyée à propos pour dénaturer la réalité et égarer l'opinion, suffisent, l'expérience en est fréquente, à faire perdre tout équilibre à certaines convictions que l'on était en droit de croire solidement assises, et parfois même à leur insu, jusqu'à complète conversion.

La nécessité nous est apparue, urgente, de reprendre avec plus d'ardeur et de zèle que jamais cette action éducatrice qui consiste à exercer l'homme à penser par soi-même, à apporter dans la formation de son jugement toute la conscience, le scrupule et l'impartialité qui seuls peuvent conduire à la connaissance de la vérité.

Les idées toutes faites, bagage de l'ignorance et des croyances périmées du passé, font la force des gouvernants. Elles sont les toxines grâce auxquelles on engourdit, on anesthésie jusqu'à l'inconscience la pensée humaine.

Un peuple qui penserait par soi-même serait un peuple ingouvernable ; ce serait un peuple vraiment libre.

Nous aussi, et plus sincèrement que d'autres, par des voies plus certaines et des méthodes plus profondément efficaces, nous voulons travailler à la libération des peuples.

Sans affranchissement intellectuel, toute émancipation est illusoire et précaire.

Tout ce qui contribue à la culture de l'esprit, à l'éveil de l'esprit critique, à l'expansion de la personnalité intellectuelle et morale, concourt à libérer l'homme des contraintes religieuses qui l'oppriment. Par là éclosent et croissent ses aspirations vers la beauté en même temps que son aversion pour la laideur.

L'indépendance de l'esprit, le rayonnement en tous sens des facultés de l'intelligence, la dignité de la conscience, telle est la beauté. Soumission irraisonnée, abdication passive, servilisme, voilà la laideur.

Dans toutes les branches de l'activité humaine . art, science, politique, économie, etc., existent des modalités correspondantes de pensée et de sentiment qui tendent parallèlement vers ce noble but : l'épanouissement de l'homme intégral.

Il nous paraît opportun de nous préoccuper dès maintenant, même en pleine tempête, de l'œuvre d'émancipation que nous devrons reprendre et intensifier demain.

nous ne devons pas perdre de vue l'avenir ; selon ce qu'il sera ,demain pourra ou non nous garantir du retour d'aujourd'hui.

Mettre obstacle à un pareil retour, c'est, à nos yeux, un devoir essentiel d'humanité.

Nous renouvelons donc notre appel à tous ceux qui veulent se joindre à nous pour contribuer à préparer la mentalité de demain, grâce à laquelle se réalisera, bien mieux que par des conventions diplomatiques, la définitive libération des peuples.

Naturellement, notre plus vif désir serait de commencer dans le plus bref délai possible la publication de notre revue.

L'approche de plus en plus probable de la fin de la guerre soulève de toutes parts des manifestations d'opinions sur ce que devront être pour la tranquillité à venir des peuples les rapports internationaux de demain.

Le sujet est assez passionnant pour qu'il nous tarde de faire entendre aussi notre voix, et à faire revivre la conception que nous avons toujours tenue pour seule vraie, seule efficace, et que tant de déviation et de défections n'ont que trop contribué à faire oublier.

Cela dépendra de l'empressement que mettront nos amis et camarades à nous accorder leur concours.

L'Avenir International.

P.-S. — Adresser tout ce qui concerne *l'Avenir International* au camarade Béranger à *Ce qu'il faut dire*, 69, boulevard de Belleville.

COMMUNIQUÉS NON OFFICIELS

JEUDI 1er FEVRIER

15 heures. — La flotte sous-marine est embouteillée devant Helgoland. L'Angleterre appelle les classes 18 et 19. Il gèle sur tous les fronts et ça commence à chauffer en Mésopotamie. L'Allemagne répond au message de M. Wilson, «

23 heures. — Les exemptés et les réformés sont sur la sellette de la Chambre. L'Allemagne annonce une guerre sous-marine à outrance pour débouteiller probablement Helgoland. C.Q.F.D. est disposé à reconnaître aussi Carranza comme chef d'Etat du Mexique, si la censure politique, diplomatique, militaire et censoriale n'y voit pas d'inconvénient.

VENDREDI 2 FEVRIER

23 heures. — Le Kaiser annonce des heures graves, mais le vieux bon dieu n'est pas mort. A la Chambre, les engagés spéciaux emboîtent le pas aux exemptés et au réformés n° 2. De son côté, Bethmann-Hollweg discourt comme un chancelier.

SAMEDI 3 FEVRIER

15 heures. — Le

. Pourquoi faut-il que la censure politique soit supprimée ? Rochette, est tout de même condamné. On parle d'un projet de mobilisation civile,

23 heures. — Quelques amendements additionnels sur les nouvelles visites sont discutés à la Cambre. M. Wilson réunit ses ministres ;

DIMANCHE 4 FEVRIER

15 heures. — La censure politique ne fonctionne pas plus le dimanche que la semaine. Des petits enfants quêtent pour des soldats tuberculeux

A Londres, on instruit la sombre histoire d'un sinistre complot où le masque aux dents carriées laisse apparaître le poison caché entre les gencives roses des inculpés. Leur affaire est claire !

23 heures. — Les Etats-Unis rompent leurs relations diplomatiques avec l'Allemagne, Aux Folies-Bourbon les ecclésiastiques ont vu le feu de la rampe ; le général Lyautey a vu « rouge ». Les autels portatifs sont de résistantes cuirasses dorsales. Triés sur le volet, réformés et exemptés quittent la Chambre pour se rendre au Sénat. On dit que le projet gouvernemental de réquisition civile vise spécialement les journalistes sans exception ; ils seraient tous « attachés » à la censure politique.

LUNDI 5 FEVRIER

15 heures. — Les puissances du monde organisent ensemble le blocus de la mer ; les marins la bloqueront en surface et les sous-marins en profondeur. Pauvre mer ! Qu'on supprime l'alcool, les rats, les belles-mères, mais qu'on institue au moins une censure bien conditionnée et quelque peu politique, car quelques journaux, mettant à profit l'absence de censure, publient sans vergogne des nouvelles alarmistes sur la température, le charbon et sur les cours: des affaires, de la Bourse, de la Seine, etc. Ce n'est pas bien !

23 heures. — On n'entend plus parler que de bateaux.

Comme Darnet du Fourtige, Edouard Drumont est entré tardivement en non-activité.

MARDI 6 FEVRIER

15 heures. —

Blanchies au « glaçage américain » les manchettes réapparaissent en tête de nos grands quotidiens. Pour son ravitaillement, l'Ambassade vaticanesque réclame le déblo-

23 heures. — Les messages échangés récem seront rectifiés, leurs textes reconstitués hâtivement ayant été altérés par un mélange inextricable des ondes hertziennes. La guerre continue.

MERCREDI 7 FEVRIER

15 heures. — Toujours pieux, le camarade Benoît 15 engage un denier de St-Pierre sur un Mont-de-Piété. La marine Suisse rappelle sa flotte et les machines à fabriquer la glace refusent le charbon. Von Batocki fait opportunément l'apologie du « navet ».

23 heures. — Coup de théâtre : C.Q.F.D. rompt ses relations humoristiques avec la censure politique et l'accule au suicide. C'est Tripoli qui empêche le bassin de « briller ». De nouvelles restrictions restreignent la crise économique.

Général R. V.

La censure a, dans ce numéro, interdit la publication des réponses des humbles. IRA LIBEZ, EUGENE BERCHON et GOULLET. Les FAITS DE LA SEMAINE de A. MIGNON. Une LETTRE OUVERTE A M. DRIOUX juge d'instruction et UNE BOUGONNADE de CONSTANT BOUGON.

Ce qui se dit Ce qui se fait

Blocus contre blocus.

SUPRIME PAR LA CENSURE

Necrologie.

Edouard Drumont vient de mourir et la presse hypocrite, à son habitude, ne tarit pas d'éloges discrets sur le « talent du disparu », « chroniqueur habile », « fin lettré », etc., etc... tous les clichés habituels en pareille occurence défilent sous la coutumière pommade à défunts !

Dans le *Journal du Peuple* cependant, Georges Pioch ose parler franc et j'ai plaisir à citer la conclusion de son article nécrologique :

C'est dans le service d'une telle imposture (l'antisémitisme), que M. Drumont accomplit son œuvre, qui est énorme et de bonne langue française. Il eût pu, par son talent, honorer notre profession ; il n'a su que la rendre suspecte par la constance de sa calomnie et de sa méchanceté.

Il a sa place dans l'ombre des grands écrivains catholiques : Hello, Veuillot, Barbey d'Aurevilly, Léon Bloy ; s'il leur est de beaucoup inférieur quant à l'art d'invectiver et à l'éclat littéraire, il n'eut pas à un degré moindre la faculté de haïr, et de mentir au besoin, « pour la plus grande gloire de Dieu ».

Il avait 73 ans

Bravo et *bran !* pour les saluEurs de cadavres !

Ah ! Chaleur !

De l'*Œuvre* du 2 février nous extrayons cet intéressant écho :

Le compte rendu de la Chambre publié hier par le Temps *contenait la petite information que voici :*

« Faut-il ajouter que le débat se poursuit au milieu d'une chaleur intolérable ? Le thermomètre de la salle marque, ont constaté quelques députés, 23 degrés. Ils se sont plaints de cette atmosphère de congestion. On prétend que la Chambre consacre de trois à quatre mille kilos de charbon par jour *à son chauffage.*

Journalisme.

Devant les menaces de guerre sous-marines, les journaleux s'émeuvent ! Parmi les feuilles quotidiennes, il en est une privilégiée entre toutes, puisqu'elle peut se permettre de publier simultanément les proses de MM. Maurice de Waleffe et Henry Béranger, j'ai nommé *Paris-Midi*. Ayant souventes fois cité l'ineffable auteur du *Peplos vert* (... vert comme son style), je passe au représentant de la Guadeloupe, voici l'échantillon :

Hydravions de bombardement pour foudroyer du ciel le rapace en plongée, canons et munitions pour lui riposter sur l'eau, personnel et matériel d'artillerie à bord des bateaux de ravitaillement, voilà le programme nécessaire de réponse à l'Allemagne.

L'heure n'est plus à la salive, mais au canon (sic). *Nous attendons du gouvernement une organisation de la guerre qui nous permette de bien finir la guerre.*

En fait de « rapace en plongée », Béranger me paraît l'un des meilleurs de ceux qui naviguent emmy les eaux grasses de la Phynance !

— Y a pas bon nègre... toi méchant, mais toi mémoire courte !

Théâtre.

Un communiqué de publicité théâtrale, paraît en ce moment dans nos « *grands confrères* ». Il s'agit du *Théâtre des Arts*.

On nous annonce que :

M. Jean Fabert, qui dirigea le Moulin-Rouge, *vient de prendre la direction du* Théâtre des Arts, *où il se propose de monter des revues et opérettes nouvelles à grand spectacle.*

Pour son ouverture, très prochaine, il annonce la grande revue A nous la belle !... *qui ne comprendra pas moins de 70 artistes et danseuses,* 18 *décors nouveaux et* 350 *costumes, avec des p'tites fafemmes dedans !*

C'est à crever de rage, vraiment, d'apprendre que le théâtre qui vit triompher *Dostoïevsky* ou *Bernard Shair*, ou *Leopold Kampf*, servira désormais aux exhibitions imbéciles d'un quelconque chabannais !

Ce Fabert de malheur aurait du moins dû avoir la pudeur de changer le nom de l'établissement où demain court-vêtu et morne « *comme un bétail pensif* », le troupeau des « costumes » montrera ses cuisses !

Pour finir, je citerai un mot de Bernard Shair emprunté à la *Profession de Madame Warren* qui naguère nous émut au *Théâtre des Arts* qui méritait alors son nom, mot de circonstance s'il en fut un : « — Oui, mais les 35 pour cent ? »

Hélas, hélas !

GENOLD.

A ANGERS

Chez Bessonneau

L'usine Bessonneau, à Angers, est fort importante. Plus de quatre mille ouvriers et ouvrières y travaillent. Les adolescents et enfants des deux sexes s'y trouvent en une très forte proportion.

Or, depuis quelques semaines, M. Julien Bessonneau qui professe — ce qui est son droit — des sentiments très pieux a ouvert, dans son usine, une école dirigée par des sœurs.

Toutes les jeunes filles de moins de 16 ans y passent deux heures par jour.

Vous supposez sans doute que M. Bessonneau ce patron-modèle se propose ainsi de suppléer à l'insuffisance de l'instruction que ces enfants ont reçue à l'école primaire S'il en était ainsi, il n'y aurait qu'à en féliciter M. Bessonneau et nous ne manquerions pas de le faire, car nous avons pour règle d'approuver ce qui nous semble le bien, d'où qu'il vienne.

Mais détrompez-vous : ces deux heures d'école sont entièrement consacrées aux pratiques religieuses. Réciter des prières, apprendre le catéchisme et chanter des cantiques, tel est le programme de l'enseignement que donnent les sœurs qui dirigent cette école.

Le dimanche matin, ces fillettes se rassemblent à l'usine et sont conduites en chœur à la messe

Dire que ces adolescentes vont à l'école et à la messe avec plaisir, ce serait mentir.

Elles y vont pourtant, parce qu'elles se croient tenues de s'y rendre, le pieux M. Bessonneau en ayant exprimé le désir ; elles n'ignorent pas que refuser de se conformer à ce désir, ce serait se faire mal noter et courir le risque d'être congédiées. Les mères engagent leurs filles à la soumission et, au besoin, leur enjoignent d'obéir, car elles redoutent, les pauvres mamans — elles ont souvent des marmots à la maison — de perdre le salaire de leurs enfants et de voir s'installer davantage la misère au logis.

Les hommes étant absents, il n'y a personne, dans la famille, pour s'opposer à cette main-mise sur la conscience des jeunes filles, personne pour contre-balancer l'influence pernicieuse de cet embrigadement clérical.

Ainsi, tandis qu'on arme les pères et les frères aînés au nom et pour le triomphe du Droit, de la Liberté et du Progrès, un patron dévôt en profite, en abuse pour imposer — le mot est exact — aux enfants et aux jeunes sœurs de ces combattants l'enseignement et les pratiques de l'Eglise catholique !

C'est un fait dont exultent tous les piliers de sacristie et tous les défenseurs du confessionnal, fort nombreux encore dans la bourgeoisie industrielle et commerciale de la cité angevine, mais contre lequel protestent, avec l'immense majorité de la classe ouvrière, tous les partisans de la liberté de conscience.

Emile HAMELIN.

Le gérant : SEBASTIEN FAURE.

FÉDÉRATION DU LIVRE MARQUE SYNDICALE PARIS-21e SECTION — Travail exécuté par des ouvriers payés au tarif syndical.

IMPRIMERIE FRANÇAISE (Maison J. Dangon) 123, rue Montmartre, Paris (2e) Georges DANGON, Imprimeur.

CONTRE TOUS LES ALCOOLS

J'ai reçu de Séverine la réponse que voici à la question que je m'étais permis de lui adresser en même temps qu'à Jouhaux, Quillent et Cauvin :

« Vous me demandez, mon cher Sébastien, si je signerai et si je ferai signer la pétition de la *Ligue Nationale contre l'Alcoolisme* par vous reproduite dans le numéro de *Ce qu'il faut dire* du 27 janvier.

« Je vous répondrai très nettement : « Non ».

« J'en ai signé bien d'autres depuis trente ans que je mène campagne contre l'alcoolisme ; j'en signerai probablement bien d'autres encore — mais pas celle-là. Le texte ne saurait m'en convenir, et pour les raisons mêmes que vous avez indiquées.

« Le seul fait de subir la censure a redoublé mon exécration de l'arbitraire : c'est dire que, en quoi que ce soit, à aucun propos et sous aucune forme, je n'entends appuyer le projet des Décrets-Lois. La suppression de l'absinthe a été un bienfait, très évidemment, mais résolue au début de la guerre, à l'improviste, elle n'a revêtu aucun caractère politique.

Très dévouée à la cause, ayant fait mes preuves — combien d'articles et de discours l'attestent ! — répondant toujours aux appels des promoteurs du mouvement, j'avoue être assez déconcertée par son orientation nouvelle, une bienveillance gouvernementale à laquelle nous étions peu habitués, le caractère systématique des attaques contre le Parlement — au moment même où beaucoup de parlementaires viennent à nous.

« Enfin, l'antialcoolisme, problème de tous les temps, et, comme vous le dites très justement, problème mondial, ne peut que perdre de sa valeur morale à être daté ou situé, — actualisé.

Ceci dit, permettez-moi de vous apprendre qu'à notre avant-dernière réunion de la Bourse du Travail (comme bien des fois auparavant !), j'ai énergiquement reporté à la misère l'origine et l'excuse de l'alcoolisme ouvrier et, plutôt que de déplorer les effets, stigmatisé les causes.

« L'autre jour, éprise de logique, je me suis contentée d'exprimer mon étonnement de ce que l'Etat, ici, adoptant nos théories, puisque leur accordant son patronage et favorisant nos réunions, là-bas, au front, fasse distribuer la « gnole »... ce qui n'est pas sans inquiéter les mères, filles, sœurs, femmes, qui songent au retour.

« Voilà, mon cher Sébastien, ce que j'avais à vous répondre. Je ne sais pas si je suis vaillante, comme vous voulez bien le dire, mais je suis certaine d'être loyale — et j'ai tenu à le témoigner en avouant mes appréhensions et mon regret du temps où, très pauvres, pas très nombreux, aucunement officiels, nous faisions davantage figure d'indépendants.

« SEVERINE. »

Je reçois de Gustave Cauvin une lettre de quatre grandes pages écrites à la machine à écrire et dans laquelle il affirme : qu'exempté en 1906, maintenu dans cette position en décembre 1914, il n'a jamais été soldat ; mais qu'il s'est enrôlé, au début de la guerre, dans la Croix-Rouge, que, remercié par la Croix-Rouge, il a cherché et trouvé du travail à la « Section technique de l'Artillerie » et qu'il a cessé, en mai 1915, de fabriquer des grenades pour aller faire des conférences dans l'Allier.

« J'ai pu, dit-il, avoir quelquefois l'occasion de te rencontrer et d'échanger avec toi des pensées ; nos lassitudes étaient communes, comme pour tout le monde ; . .

J'ai donc pu te dire un jour que je t'avais rencontré, ce que tout le monde répète tous les jours et dans tous les milieux. Mais ce que je puis t'affirmer, c'est que ce n'est pas en « troupier » que tu me vis. »

Cauvin ajoute : « Tu me fais, d'autre part, dire une tirade sur la « patrie glorieuse » qui n'est pas de moi. Il est vrai qu'on te l'a communiquée ; c'est là ton excuse. C'est une citation qui se trouve sur les affiches annonçant mes réunions. Ces paroles ont été prononcées par M. Ribot, ministre des finances.

Il dit enfin : « Mon action n'a rien d'officiel et je puis te dire que les évêques ne m'ont jamais demandé de faire abstraction de mes idées syndicalistes. »

Le lecteur comprendra que, dans ce journal qui ne paraît qu'hebdomadairement et ne dispose que de quatre petites pages, nous n'ayons pas publié cette lettre *in extenso*. Mais toutes les rectifications de fait sont consignées dans ce qui précède et Cauvin trouve ainsi pleine satisfaction.

Je donne acte à Cauvin de ces rectifications. Elles sont à peu près insignifiantes et laissent subsister *toutes les critiques* que, au cours de mes articles « contre tous les alcools » j'ai formulées au sujet de l'action menée par la Ligue nationale française contre l'alcoolisme, par ses dirigeants et son délégué Cauvin.

Les rectifications de détail de celui-ci me remettent en mémoire la défense de cet inculpé à qui il était reproché d'avoir, entre onze heures et minuit, avec deux complices, la tête recouverte d'une cagoule noire, volé 420 francs espèces et douze couverts en argent.

L'inculpé niait énergiquement : « Pardon ! expliquait-il, vous faites erreur. Vos renseignements vous trompent ; nous n'étions pas trois, mais quatre pour faire le coup ; ce n'est pas entre onze heures et minuit, mais entre dix et onze heures que nous avons opéré ; nous ne portions pas une cagoule, mais un masque ; nous n'avons soustrait que 385 fr. 20 centimes et emporté que dix couverts en argent. Vous voyez bien que tout ce que vous dites est faux, archi-faux. L'accusation ne tient donc pas debout. Je suis innocent ! »

Cauvin n'était pas enrôlé dans les infirmiers ambulanciers ou brancardiers ? Soit. Il n'était que dans la Croix-Rouge d'abord et ensuite attaché à la section technique de l'artillerie.

Cauvin ne m'a pas dit *qu'il en avait marre ?* — Soit ; mais il a exprimé nos lassitudes communes.

Cauvin n'a pas prononcé la tirade sur la patrie glorieuse ? — Soit encore ; mais elle a flamboyé maintes fois sur les affiches annonçant ses réunions, ce qui implique que non seulement Cauvin ne l'a jamais désavouée, mais encore qu'il l'a faite sienne.

L'action de Cauvin n'a rien d'officiel ? — Soit encore et toujours, mais Cauvin voyage et conférencie au titre de délégué de la Ligue nationale française contre l'Alcoolisme.

Les évêques n'ont jamais demandé à Cauvin de faire abstraction de ses idées syndicalistes ? — Soit encore et enfin ; mais Cauvin ne passe-t-il pas *volontairement* sous silence la lutte que, pour se libérer, la classe ouvrière a le devoir de mener, ardente, implacable et continue, contre l'alcool religieux, capitaliste et chauvin ?

***

J'ai publié littéralement le texte d'une affiche qui, par les soins de la Ligue nationale française contre l'Alcoolisme, est placardée un peu partout.

J'ai demandé à Séverine, à Quillent, à Jouhaux et à Cauvin, s'ils approuvent l'esprit et la lettre de cette affiche, s'ils sont prêts à signer et à faire signer la pétition dont il y est question.

Séverine a carrément répondu : « Non ! »

Jusqu'à ce jour Quillent et Jouhaux ont gardé le silence. C'est leur droit et, s'il leur plaît de ne pas répondre à la question posée, je ne désire ni ne puis les y contraindre.

Mais Cauvin, lui, m'a fait parvenir une interminable réponse qui roule d'un bout à l'autre sur des points tout à fait secondaires et ne dit pas un mot de cette affiche.

Par ce placard, la Ligue affirme sa pensée et précise son but. C'est un document officiel et public. Or, Cauvin fait campagne sous les auspices de cette Ligue ; il parle en son nom ; il la représente puisqu'il en est le délégué.

Et de deux choses l'une :

Ou bien il répudie la lettre et l'esprit de cette affiche et, dans ce cas, s'il est aussi indépendant qu'il le dit, il n'a qu'à les désapprouver nettement, publiquement ;

Ou bien il accepte la lettre et l'esprit de cette affiche et, s'il en est ainsi, sa conduite justifie toutes mes critiques contre l'action qu'il mène *sous le patronage de la Ligue.*

Cela seul importe.

***

Plus qu'un mot : ce que je reproche à Cauvin, ce n'est pas de voisiner avec des évêques, le président de la Chambre, des ministres, des généraux, etc.

Au temps de l'affaire Dreyfus, j'ai combattu aux côtés de sénateurs, de députés, d'intellectuels, de journalistes, pour tout dire en un mot, de « bourgeois », dont je n'admettais pas plus les idées sociales qu'ils ne partageaient les miennes. Mais, à leurs côtés, je conservais toute mon indépendance et ceux qui, à cette époque, ont suivi mon action et écouté mes discours peuvent attester que jamais mon action ne fut plus violente, que jamais mes discours ne furent plus révolutionnaires qu'en cette période troublée.

Depuis trente-deux ans, je suis franc-maçon et chacun sait que les « Loges » ne comptent pas que des anarchistes. Mais dans les assemblées maçonniques comme dans les réunions publiques, je n'ai jamais hésité à dire hautement, complètement ce que je pense ; j'ai gardé mon entière liberté et de penser, et d'écrire, et de parler, et d'agir.

La propagande anarchiste à laquelle, depuis 1888, je n'ai cessé de m'adonner atteste de toute évidence que non seulement cette association n'a jamais exigé de moi le moindre renoncement, mais qu'encore je n'en ai volontairement consenti aucun.

Donc, je ne reproche pas à Cauvin de batailler contre l'Alcoolisme en compagnie de gens dont il n'épouse pas les opinions et qui n'admettent pas les siennes.

Je songe si peu à lui adresser ce reproche que s'il plaît à la Ligue d'organiser une conférence à Paris et de me charger de celle-ci, j'accepterai volontiers, à la condition formellement souscrite d'avance que, quelque soit le personnage faisant fonction de président effectif, fût-ce M. l'Archevêque de Paris ou le président de la Chambre, j'aurai licence pleine et entière d'établir, *en matière d'alcoolisme*, toutes les responsabilités et de prononcer tous les réquisitoires.

Si, au nez et à la barbe des hauts personnages qui sont à la tête de la Ligue, Cauvin, sans les ménager, s'élevait avec force contre les multiples intoxications dont ces Messieurs sont, par définition, les propagateurs et les bénéficiaires, il nous offrirait le spectacle le plus édifiant qui soit.

Mais Cauvin se garde bien de mettre en cause ces empoisonnements.

Il est vrai qu'il serait dès le lendemain *balancé* et c'est là, peut-être, la raison de son silence. Il n'a point envie de s'enrôler derechef dans la « Croix-Rouge » et il ne se soucie pas davantage de se remettre à la fabrication des grenades.

Il a peut-être raison ; dans tous les cas, c'est son affaire.

Sébastien FAURE.

Dans le Parti Socialiste

MAJORITAIRES ET MINORITAIRES

Les citoyens Fiancette, Loyau, Reisz, Vendrin et Sellier, conseillers municipaux et généraux de la Seine, sont des types amusants. C'est-à-dire des types majoritaires.

Ils ont signé — mais avant de signer ont-ils lu ? — une pétition contenant ces lignes : « Les soussignés, convaincus avec M. Lloyd George, que « tout homme ou groupe d'hommes qui, de gaîté de cœur et sans cause suffisante, prolongerait une lutte terrible comme celle-ci, aurait sur la conscience un crime que les océans ne sauraient laver »,

« Considérant que les gouvernements alliés, affirmant ne combattre que pour une paix juste et durable, doivent rechercher ardemment et saisir toute occasion de conclure une telle paix... »

Ensuite, Sellier (Henri) a écrit, au nom des cinq, une lettre extraordinaire, drôle, cocasse, bizarre, fantaisiste et fantastique, que les lecteurs du « Journal du Peuple » ont eu la joie de trouver dans le numéro du 28 janvier dernier. Ce morceau de haut équilibre politico-majoritaire contient le savoureux passage suivant que je recopie avec une minutieuse attention : « ...le texte que vous avez publié comporte certaines signatures de nature à lui donner un sens opposé à la politique de défense nationale qui a toujours été la nôtre.

« Pour dissiper toute équivoque à cet égard, nous vous prions de préciser que nous avons effectivement signé une pétition du Groupe des femmes socialistes conforme au texte que vous avez publié, mais que nous dégageons notre responsabilité de l'interprétation que certaines signatures pourraient permettre de donner à ce document. »

! ? ! ?

C'est envoyé, pas ?

Ne chicanons point M. le conseiller général Sellier sur son français de Mardi-Gras quand il écrit : « le texte... comporte » et « la nôtre » (signature) comme si ces cinq socialistes formaient une société en commandite pour l'exploitation de la crédulité publique. On peut parfaitement avoir des idées saines et n'être pas très fort en matière d'écriture. On peut aussi, Sellier nous le prouve, estropier allègrement notre langue et manquer de sérieux.

Mais ce qui doit nous divertir un brin, au milieu de l'affreuse tourmente, c'est la naïveté, la bouffissure, les bas calculs de ces élus, élite — hier — des militants de notre parti, qui en sont arrivés à croire, ou à vouloir nous faire croire, que les signatures commandent au texte et non le texte aux signatures...

Briand, donnez-leur un bon point, un large un grand, un gros, un gras bon point ; ils le méritent.

Et vous, ami Brizon, souriez. Vous voilà aussi célèbre que le diable ; la religieuse Henri Sellier se signe et « dessigne » sans oser prononcer votre nom abhorré.

Côté minoritaire à présent. Ici nous trouvons l'héroïsme dont l'absence nous semble si naturelle à la droite du parti.

Sellier et ses amis attachent trop d'importance aux signatures qu'ils donnent. Mayéras, autre élu, député celui-là, ne tombe pas dans ce travers. Il analyse, dans le « Populaire », le scrutin du 19 janvier qui a statué sur la demande d'interpellation de Pressemanne. Et parce que le groupe socialiste s'est scindé en trois tronçons : pour la discussion, contre et abstentionnistes, le minoritaire — pacifiste — guerrier Mayéras s'écrie dramatiquement :

« O unité ! O unanimité !

« Que valent maintenant les déclarations unanimes — moins les trois pèlerins — lues lors du vote de chaque cahier de douzièmes provisoires ? Que vaudra la déclaration non moins unanime que les « centristes » organisés sous l'impulsion des majoritaires nous inviteront bien gentiment à signer lors du prochain cahier de douzièmes ? Que vaudra-t-elle, je vous le demande ? »

Ce qu'elle vaudra ? Je l'ignore et je m'en désintéresse. Mais en revanche, je sais ce qu'elle prouvera et je peux le dévoiler au citoyen Mayéras : elle prouvera que nos députés socialistes — sauf trois — sont toujours unanimes à appuyer la continuation de la guerre.

Dans le même numéro du même *Populaire*, Pressemanne, l'aspirant interpellateur, se réjouit que sa demande d'interpellation n'ait pas abouti. Je dis bien *il se réjouit*. Car, en toute sincérité, que signifie cela : « Et d'abord, une constatation. Ceux qui nous reprochaient la mollesse de notre action ; les combattants qui nous pressaient d'agir, seront fixés, pensons-nous, sur les possibilités d'action parlementaire. »

Non, camarade Pressemanne, ceux dont vous parlez ne seront pas fixés. Aucune hostilité, si violente soit-elle, ne pourrait vous empêcher, au nom de vos trente et quelques collègues et complices minoritaires, de faire une simple, une claire, concise et précise déclaration qui contiendrait une affirmation tranquille et sereine, une affirmation qui vaudrait le plus verbeux des discours : *Nous voulons...*

Mais votre courage civique — ce courage dont vous déplorez l'absence chez les autres députés, sans doute parce que vous l'avez monopolisé — ne va pas jusque-là, hein ?

François MAYOUX.

P.- S. — Le groupe socialiste parlementaire a voté, *à l'unanimité*, un ordre du jour approuvant le message du président Wilson.

Bien, très bien.

Ce sera parfait si les minoritaires savent exiger que cet ordre du jour soit lu et commenté favorablement, par un orateur socialiste mandaté, à la tribune de la Chambre.

Mais ne sagirait-il pas simplement d'une manifestation platonique, excellent prétexte à ne rien faire de vraiment utile? — F. M.

Bilan du « LIBERTAIRE »

Camarade Sébastien Faure

Différents camarades m'écrivent pour me demander réception de leur obole. D'autres amicalement, me suggèrent l'idée de rendre compte de l'argent que j'ai reçu pour la propagande. Pour éviter par la suite toute fausse interprétation et pour démontrer aux camarades que leur envoi est arrivé à bon port, voudrais-tu insérer dans le prochain numéro de C.Q.F.D. le bilan ci-dessous :

Liste des souscriptions reçues depuis août 1916, date à laquelle je suis entré au Libertaire: Souvet, collecte 6 fr. 50; Lenormand, 2 fr.; Blavier, 2 fr. 50, 5 fr. ; Henriot, 3 fr. ; Jahane, 3 fr.; Pipus, 3 fr. ; Blavier, 1 fr. 50 ; Henriot, 3 fr. ; Reimerenger, 2 fr. ; Zisly, 2 fr. ; Trobat, 1 fr. 50; Dégot, 3 fr. ; Bourgeau, 1 fr. ; Sarrat, 2 fr. ; Gilet, 2 fr. ; Girou, 1 fr. ; Klaub, 1 fr. ; Souscription versée par Prévost, 26 fr. ; Paul Janot, 0 fr. 50 ; Bernard, 5 fr. ; Bugette, 2 fr. ; Klaub, 3 fr. ; Cherrié, 2 fr. ; Courtin, 5 fr. ; remis par Sébastien, 3 fr. ; Gourdon et son copain, 2 fr. ; Delagarde, 2 fr. ; Raimbault, 5 fr. ; Nicolet, collecte 5 fr. ; Reimeringer, 2 fr. ; Fonteny, 10 fr. ; Hubert, 3 fr. ; Poulain, 7 fr. ; Buisson, 7 fr. ; Courtin, 2 fr. ; René Guéno, 2 fr. 50 ; versé par Goulon, 1 fr. 50 ; Berchon, souscription 13 fr. 50 ; Sibellas 3 fr. ; Loudin, 5 fr. ; Nicot, 3 fr. ; Le Fil, 3 fr. ; Pomponon Dumont, 10 fr. ; Sarderet, 5 fr. ; Berchon, 2 fr. 50 ; Bécirard, 5 fr. ; Raimbault, 5 fr. ; Syndicat serruriers, 5 fr. ; Bioulet, 2 fr. ; Hamelin, collecte 4 fr. ; Leclercq, 2 fr. ; amisC.Q.F.D. Firminy, 12 fr. ; François, 5 fr. ; Amis C. Q. F. D. 13e, 5 fr. ; Bioulet, 1 fr. ; François, 2 fr. ; Trobat, 3 fr. 50. Total 237 fr.

Souscriptions remises par C.Q.F.D. : Saraniti, 1 fr. ; anonyme, 5 fr. ; Abbin, 0 fr. 75 ; Maret, 5 fr. ; Ardou, 0 fr. 50 ; Maas, 1 fr. ; Joujou, 1 fr. 50 ; Duclos, 1 fr. 50 ; Coladaut, 1 fr. 50. Total 17 fr.75.

Souscriptions anonymes : 1 fr.; 1 fr. 50; 1 fr.; 0 fr. 25; 3 fr.; 1 fr.; 2 fr.; 0 fr. 50; 5 fr.; 5 fr.; 1 fr.; deux mandats 9 fr.; 0 fr. 50 1 fr.; 1 fr.; 0 fr. 20; 1 fr.; 5 fr.; 0 fr. 55; 1 fr.; différents mandats, 25 fr. 50; 0 fr. 75. Total 66 fr. 75.

Souscriptions pour Ruff et Lecoin : anonyme, 3 fr.; groupe espagnol, 42 fr. 85; Julot, 5 fr.; collecte faite au *Libertaire*, 27,25 ; anonyme, 2 fr. 50; versé par Le Meillour, 5 fr.; Buatois, 2 fr. ; X., 3 fr. ; anonyme, 0,30 ; Goret, Nancy, 5 fr ; remis par C. Q. F. D. : Heude Léon, 2 fr. ; Purgeon, 3 fr. ; Parent, 2 fr. ; X., 2 fr. ; Amis C. Q. F. D. 13e, 5 fr. ; Lami, 1 fr. — Total : 110 fr. 90.

Si des camarades se trouvaient surpris de ne pas trouver leur nom dans cet exposé financier, ils voudront bien se reporter aux souscriptions anonymes. En effet par crainte de perquisitions j'ai du faire disparaître les lettres à mesure qu'elles arrivaient et lorsque j'ai touché les mandats, je ne me suis pas rappelé tous les noms. C'est là toute la raison. Dans ce bilan ne figurent ni les collectes, ni les cotisations faites au groupe des amis du *Libertaire*. D'autre part les camarades comprendront que pour le tirage et l'envoi de dizaines de mille de manifestes qui furent expédiés dans toute la France et qui ont nécessité un gros effort de la part des camarades parisiens, il nous a fallu bien des centaines de francs, pour ne pas dire plus. Ce n'est donc qu'une minime partie de la somme dépensée qui est rentrée dans notre caisse. De plus après la disparition du comité de l'entr'aide, c'est-à-dire dès le début de la guerre, les amis du *Libertaire* ont soutenu pécuniairement les détenus politiques, nos amis Ruff et Lecoin. Depuis leur nouvelle incarcération nous avons continué notre solidarité envers eux. Demain suivant nos ressources il nous faudra secourir nos camarades arrêtés en province. Pour continuer notre tâche il nous faut donc de l'argent et c'est pourquoi je me joints à l'appel du camarade Einfalt, pour nos prisonniers, en espérant que nombreux seront ceux qui enverront leur obole.

CONTENT.

José Vénuti, Barcelone. — J'ai reçu ta lettre et fait tes commissions. Impossible de trouver ce que tu demandes. Mes amitiés. CONTENT.

Boîte aux lettres

R. L. — Les soldats de terre et de mer ont, tout comme les civils, le droit d'acheter et de lire *Ce qu'il faut dire...* Ce journal n'est pas une publication clandestine ; il passe par la Censure et, aussi longtemps qu'il est autorisé à paraître, personne ne doit être inquiété parce qu'il le reçoit comme abonné ou l'achète au numéro.

E. Cios. — Pas reçu les deux pièces que tu dis nous avoir envoyées.

Arles. — Joséphine est priée de donner son adresse à Foncette.

Marouka. — Donnez de vos nouvelles à Desb.

P. à Firminy. — Le journal est toujours envoyé. Réclamez sans vous lasser à l'Administration des Postes.

M. à Angers. — Ne savons ce qu'est devenu Allard.

Groupe de Montreuil. — Malgré ce que j'ai dit au camarade du 13e, j'irai sûrement vendredi. *Mauricius.*

DANS LES SYNDICATS

ORDRE INDEPENDANT DES BONS TEMPLIERS. — La Branche française de l'Ordre des Bons Templiers (Société contre l'usage de l'alcool sous toutes ses formes), tiendra l'une de ses réunions privées le dimanche 11 février à 14 h. 30, au local de l'Université Populaire, 157, Faubourg-Saint-Antoine.

Ordre du jour : *Etude des solutions économiques et rationnelles du problème de l'alcoolisme.*

Les personnes qui s'intéressent à cet urgent problème sont cordialement invitées.

Le G. C. T. : THEVENY.

BOULANGERS

Dans sa séance du 25 janvier, le Conseil syndical a désigné le camarade Lévêque comme secrétaire en remplacement de Bousquet, démissionnaire.

De ce fait, la permanence est assurée le mardi et vendredi de chaque semaine, de 8 heures à 11 heures du matin.

CHARPENTIERS EN FER

Aux camarades Charpentiers en fer, Monteurs, Levageurs, Riveurs, Frappeurs, Aides-Monteurs, Chauffeurs de Clous et Manœuvres :

Le 11 février, notre devoir sera d'être à la Réunion et pourquoi ? Tous, nous souffrons, ensemble nous prendrons les dispositions pour mettre un terme à nos maux.

Notre cahier de revendications ne pourra aboutir que si toute la corporation se dresse comme un seul homme, les résultats seront grands, si l'énergie s'affirme et l'union se scelle.

Nous comptons sur la présence de tous les travailleurs de la ferraille, *l'Internationale ouvrière* vit quand même

unissons-nous !

Assemblée générale corporative, dimanche 11 février, 9 heures du matin, Salle des Grèves, Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau, Paris.

Prendront la parole : Hubert, des Terrassiers, Elion, du Bâtiment.

TRAVAILLEURS DES CHEMINS DE FER

Nous portons à votre connaissance l'ordre du jour ci-dessous, voté à notre assemblée générale du 19 janvier 1917 :

Les ouvriers des Ateliers et Dépôt du Syndicat National des Chemins de Fer, Groupe Orléans-Etat, réunis en assemblée générale le 19 janvier 1917, après avoir pris connaissance de la circulaire du Comité de Section-Etat, faisant prévoir l'application du projet pour le 1er mars 1917 ;

Considérant que l'application du dit projet va causer une diminution sensible des salaires pour tous les ouvriers, et en particulier pour ceux des catégories C et D, qui subiront une perte d'environ 18 à 25 francs par mois ;

Protestent énergiquement contre l'application de ce projet au moment où les denrées de toutes sortes augmentent dans des proportions considérables ;

Constatent que l'Administration des Chemins de fer de l'Etat, en diminuant les salaires au moment précis où le Parlement reconnaît l'absolue nécessité de les augmenter, est un véritable défi au bon sens ;

Au moment où tous les efforts devraient se tendre vers l'harmonie par la justice et l'égalité, le projet Mazen vient établir un régime de salaire flottant qu'aucun ouvrier ne pourra contrôler et où l'arbitraire et le manque de scrupule de certains chefs pourra s'exercer librement, sera la source de conflits regrettables que le *statu quo* pouvait éviter ;

Considérant que le mode de travail actuel, ainsi que la prime uniforme de deux francs, donne satisfaction à tout le monde, demandent au Comité de Section-Etat de faire tous ses efforts pour empêcher l'application du projet Mazen et maintenir *le statu quo* ;

Protestent également contre le retard apporté par le Sénat au vote du projet d'indemnité de cherté de vie et demandent que les temporaires hommes et femmes bénéficient de cette indemnité ;

Protestent contre le pourcentage établi pour la répartition de cette indemnité ; attendu que le coût de la vie a augmenté dans les mêmes proportions pour tout le monde, l'indemnité doit être uniforme, alors qu'avec ce système plus les salaires seront bas moins ils toucheront ;

Lèvent la séance en affirmant leur volonté de continuer la lutte syndicale pour faire disparaître toutes ces injustices.

Le Groupe Orléans-Etat.

LA FEDERATION DES METAUX

Contre l'arbitrage obligatoire

FIRMINY

METALLURGISTES

Pour le Groupe :

LASSEUR.

CONVOCATIONS

POUR ACHILLE LE ROY

Le 11 février, Salle de l'Union des Syndicats 33, rue de la Grange-aux-Belles, grande matinée de solidarité pour Achille Le Roy, avec le concours assuré de:Robert Lanoff, dans ses œuvres; Eugène Lemercier, chansonnier Monmartrois, dans ses œuvres ; Frédéric Mouret, du groupe des chansonniers *La Muse Rouge ;* Maurice Hallé, le poète beauceron ; Clovys ; Maurice Rolcy, diseur satirique ; Tina Lamberti, cantatrice bohémienne, étoile belge ; C. Andrée ; Luce Dargis ; Coladant, dans les œuvres de Gaston Couté ; Toziny ; Paulette de Faix ; Murtyl (attraction) ; Lambert Brasseur, dans les œuvres de Maurice Bouchor et de Vigné d'Octon ; Sorgel, chanteur fantaisiste ; Trimouillat, chansonnier montmartrois, dans ses œuvres ; Gabert, dans ses chansons humanitaires ; Maussa, régisseur parlant au public.

Au piano : le célèbre compositeur Albert Grimaldi.

C. Q. F. D.

GROUPE SCIENTIFIQUE. — Samedi 10 février à 8 heures précises, 37, rue des Abbesses, Salle Ferrari, Causerie par Mauricius sur *Les Documents diplomatiques.*

COMITE INTERSYNDICAL D'ACTION CONTRE L'EXPLOITATION DE LA FEMME. — Réunion à la Bourse du Travail, Salle Ferrer, dimanche 11 février à 2 heures.

Les principaux aspects du travail des femmes, à *domicile* et à l'*usine*, y seront traités, les graves abus auxquels ce travail a donné lieu, y seront dénoncés.

Orateurs déjà inscrits : Séverine ; Jouhaux, secrétaire de la C. G. T. ; Quillent, de l'Union des Syndicats de la Seine.

SYNDICAT DES BRIQUETEURS. — Réunion du conseil, dimanche 11 courant à 9 heures, au Bureau, Bourse du Travail.

GRUPO DE PROPAGANDA LIBERTARIA DE LENGUA ESPANOLA. — Domingo 11 de febrero a las 3 de la tarde reunion del grupo : lectura comentada por un companero sala Ferrari, 37, rue des Abbesses. Métro : Place des Abbesses.

Venta de folletos.

Si algun companero posé « 7 cerra baja » y quiere prestarla al grupo que se dirija al mismo. Liendonos indispensable el jenero femenino para completar nuestro grupo teatral, invitamos cordialmente si hay alguna companera aficionada al teatro y dese formar parte ; nos consideraremos satisfechos que nos honrre con su presencia.

Un haseros de pregar, espera este grupo con aleuto, contribuireis a la obra de instruccion y educacion que nos proponemos hacer.

GROUPE DES AMIS DE C. Q. F. D. DES XIXe ET XXe ARRONDISSEMENTS. — Réunion dimanche 11 février, à 10 heures précises, Maison Mestre, 28, Boulevard de la Villette. Métro : Belleville.

Prière aux amis et lecteurs désirant faire partie du groupe de venir nombreux. Nous faisons également appel aux camarades des 10e et 11e arrondissements pour nous donner leur appui

CLICHY

AMIS DE C. Q. F. D. — Le mercredi 14 février à 20 heures précises, réunion des amis de C. Q. F. D., chez Chamailloux, 16, rue de Paris, à Clichy. — Causerie par *Mauricius.*

PANTIN ET PRE-SAINT-GERVAIS

GROUPE DES AMIS. — Réunion dimanche 11 février, à 2 h. 30, au café Thomas, coin des rues de Paris et Delizy à Pantin. Les camarades et amis sont priés de venir en rangs serrés pour importante décision.

GROUPE DES AMIS DE C. Q. F. D. DU XVe ARRONDISSEMENT. — Tous les lecteurs du journal sont priés d'assister à la causerie qui aura lieu le dimanche 11 février à 2 h. 30, Salle Landais, 73, rue Lourmel. Métro : Dupleix ou Beaugrenelle.

MONTREUIL-SOUS-BOIS

GROUPE DES AMIS DE C. Q. F. D. — Le vendredi 9 février, à 8 h. 30 du soir, « Chez Nous », 32, rue Chanzy, à Montreuil-sous-Bois, causerie par *Mauricius.* Tous ceux qui veulent s'éduquer sont invités à y assister.

Vu le nouvel horaire du métro, la causerie commencera exactement à 8 heures.

ENTRE NOUS

LE CAMARADE Fréccor arrivant de Saint-Etienne, cherche camarade Stéphanois. Cherche aussi chambre pour 2 personnes ayant le gaz. Ecrire : 5, rue Auvry, Aubervilliers (Seine).

BREST. — Le journal est en vente, 44, rue de la mairie.

Robert Guérard. — Passe chez Marvis.

SOUSCRIPTIONS

G.-d.-N., 1 fr. ; Gauzy, 1 fr. ; Un majoritaire pour solutionner la crise du charbon, 2 fr. ; Pour le parapluie, 0,50 ; Un révolté de l'Etranger, 0,50 ; X., 0,25 ; Berchan, 1,25 ; Cuny, directeur de S. E. V., 0,75 ; Francis, 0,50 ; Le foyer populaire, 2,50 ; G. R., 1,25 ; Pour que les cœurs de pierre deviennent tendres, 0,50 ; Jacquemin, 0,75 ; Un Stéphanois, 1 fr. ; Des bonbons, 1 fr. ; Delucheu, 30 fr. ; Toujours le même, 1 fr. ; Camarades emballeurs, grouponsnous, 0,50 ; Désoutère, 0,50 ; Syndicat des charpentiers en fer, 5 fr. ; Bercy, 0,50 ; G. à Miramas, 0,60 ; Auboire à Moulins, 1 fr. ; C. à Angoulême, 0,60 ; R. à Mirepoix, 0,60 ; Rist, du bénéf. vente journal pour 4e Arm. 17, par Bibl. synd. de la Montagne, 0,50 ; A. C. à Levallois 0,50 ; B. P. à Aubervilliers, 2 fr. ; N. B. à Narbonne, 0,50 ; M. à Saint-Barthélemy, 0,50 ; X., 0,75 ; Un solitaire, 2 fr. ; D. à Tarbes, 2 fr.

Total de la présente liste.....	63 80
Total des listes précédentes.....	2.738 40
Total général.....	**2.802 20**